

**Sept militants marxistes-léninistes  
sont toujours emprisonnés !  
Intensifions l'action pour leur libération !**

**I'HUMANITÉ**



**rouge**

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boîte Postale 134, Paris-20'  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LENINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

2<sup>e</sup> ANNEE N° 54  
JEUDI 2 AVRIL 1970

**Vive le léninisme !  
Vive la pensée Mao Tsé-toung !**



Citation du Président Mao Tsé-toung

Un communiste doit être franc et ouvert, dévoué et actif ; il placera les intérêts de la révolution au-dessus de sa propre vie et leur subordonnera ses intérêts personnels. Il doit toujours et partout tenir fermement aux principes justes et mener une lutte inlassable contre toute idée ou action erronée, de manière à consolider la vie collective du Parti et à renforcer les liens de celui-ci avec les masses. Enfin, il se souciera davantage du Parti et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste.

« Contre le Libéralisme » (7 sept. 1937),  
Œuvres Choies de Mao-Tsé-Toung, tome II

## UNE SEMAINE DE LUTTES



## PROLONGEMENT DES LUTTES

● **S.N.I.A.S. (Société Nationale Industrielle Aéronautique) A CHATEAU-BOUGON, près de Nantes** : Les quatre militants syndicalistes poursuivent la grève de la faim depuis le 12 mars. Ils réclament, avec tous les travailleurs de cette entreprise, le rétablissement de la pré-retraite à 60 ans. Jeudi 26 mars, 2 000 travailleurs ont manifesté leur solidarité avec les grévistes de la faim, pour le succès de la revendication.

● **FABRIQUE DE BRIQUETS DUPONT A FAVERGES (Haute-Savoie)** : La grève avec occupation des lieux de travail se poursuit depuis le 18 mars. Les grévistes réclament une augmentation uniforme des salaires de 100 F par mois, la réduction des horaires, l'extension des droits syndicaux, la mensualisation, etc...

● **LEFORT (Ardennes)** : 650 ouvriers sont en grève depuis le 10 mars. Ils réclament la parité des salaires avec les entreprises ardennaises des Acieries de la Chiers.

● **P. et T.** : La grève des techniciens des télécommunications du 20 mars, a vu une très grande unité à la base et dans l'action (90 % des grévistes en France), 600 techniciens réunis à la Bourse du Travail ont décidé la poursuite de l'action, à l'unanimité pour une révision complète des carrières des techniciens télécoms et à s'opposer à la main-mise du « privé » sur les P. et T.

## SAMEDI 21 MARS

● **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ÉQUIPEMENT (S.G.E. filiale de la Société Labinal) à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne)** : les ouvriers capturent le directeur de la S.G.E. et deux délégués de la direction générale de la Société Labinal. Ceux-ci passent une bonne partie de la nuit du vendredi à samedi dans les bureaux. C'est devant le refus de toute augmentation de salaire que les travailleurs sont passés à une nouvelle forme d'action. Leur principale revendication 0,50 F de l'heure pour tous.

## LUNDI 23 MARS

● **S.N.E.C.M.A. A CORBEIL** : Les chaudronniers et les ouvriers des ateliers de carters et de tuyauterie manifestent à l'intérieur de l'usine pour leurs revendications.

● **A.T.O., PEINTURES NAVALES, T.N.T., SERIES et S.N.P.O. A BREST** : Dans ces cinq entreprises de carénages, grève des 300 ouvriers pour leurs revendications.

● **S.A.M.A.D.A. (transport) A PARIS** : Grève suivie par l'ensemble du personnel pour faire aboutir leurs revendications.

● **LIVET A PARIS 20°** : Débrayage pour les salaires.

● **BARRAGE DES ROUTES DANS PLUSIEURS VILLES DE PROVINCE** : Les petits commerçants établissent des barrages à Bordeaux et occupent la Chambre des Métiers ; au nord de Lyon, 80 véhicules bloquent l'autoroute A-6, devant le péage de Villefranche ; les forces de répression interviennent dans les deux régions. A Bordeaux, ils utilisent les grenades lacrymogènes contre les manifestants, et au nord de Lyon, 21 cartes grises sont retirées aux conducteurs interpellés. Près de Livron, dans la Drôme, la nationale 7 est bloquée, ainsi que les autoroutes de l'Ouest et du Nord, à environ 80 kilomètres de Paris. A Strasbourg, les deux entrées principales de la ville sont obstruées. A Pau, manifestation. Barrages dans la région d'Armentières. Près de Lamballe, dans les Côtes du Nord, deux routes nationales sont occupées par les manifestants. A Limoges, barrages. A Narbonne, une place du centre de la ville est occupée par les véhicules des manifestants.

● **A PARIS 20°** : Le directeur du journal « La Cause du Peuple » est appréhendé dimanche à son domicile et écroué à la prison de la Santé.

La bourgeoisie qui permet, soi-disant, « la liberté d'expression » s'en prend aux révolutionnaires (arrestations aux abords des marchés des militants révolutionnaires, garde à vue, condamnations à plusieurs mois de prison, etc.).

Plus que jamais, exigeons la liberté d'expression pour toute la presse révolutionnaire et sa diffusion. Exigeons la libération des emprisonnés politiques révolutionnaires en créant des comités de lutte contre la répression, contre la fascisation.

## MARDI 24 MARS

● **THOMSON-C.S.F. A BREST** : Débrayages contre les menaces de mutation à Paris.

● **HUTCHINSON A CHALETTE (Loiret)** : Riposte immédiate des travailleurs par des débrayages et manifestations, suite à la décision du ministre du travail Fontanet qui donne son accord pour le licenciement de 4 militants ouvriers. Rappelons que c'est le 20 octobre 1969 que ces licenciements arbitraires avaient été prononcés, malgré le refus de l'inspecteur du travail. Une fois de plus, le ministre Fontanet a satisfait le trust Hutchinson, en frappant les 4 militants ouvriers.

● **ENTREPRISE BAROLOTTI (bâtiment) A ROINVILLE-SOUS-DOURDAN (Essonne)** : Grève des ouvriers pour l'augmentation des salaires.

● **ENTREPRISE VIROLLES A PARIS** : Les transports routiers se mettent en grève pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, etc...

● **ATELIERS R.A.T.P. DE MONTRouGE** : Grève de 24 h. Au dépôt de Hainault : débrayages. Aux ateliers de Choisy, les débrayages se poursuivent.

## MERCREDI 25 MARS

● **O.R.T.F.** : Les personnels appelés à travailler à l'extérieur de leur centre déclenchent une grève à la base pour une augmentation et un règlement forfaitaire des indemnités de déplacement en extérieur, pour l'augmentation et l'attribution de la prime « de reportage » à tous les personnels concernés. La grève est renouvelable par 24 heures, décidée en Assemblées Générales.

● **CORPET-LOUVET ET REYNAUD A LA COURNEUVE** : Débrayages.

## JEUDI 26 MARS

● **BERLIET A VENISSIEUX** : Ouvriers et employés débrayent massivement pour leurs revendications.

● **S.N.I.A.S. A LA COURNEUVE** : Débrayages.

● **S.N.I.A.S. A CHATILLON** : Débrayages.

● **STEIN-INDUSTRIE A PARIS 16°** : Débrayages pour les salaires et le respect des conventions collectives.

● **O.R.T.F.** : La grève déclenchée le 25 s'étend à toute la France et à des personnels non concernés par les revendications, mais solidaires dans la lutte. Après 36 heures, les bureaux syndicaux (C.G.T., C.F.D.T., F.S.U.) font reprendre le travail. Les avantages obtenus sont dérisoires par rapport à la plate-forme et à la volonté de lutte du personnel.

● **INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL** : Manifestation de 1 200 ouvriers et employés dans les rues de Saint-Mandé contre le transfert de l'établissement.

## VENDREDI 27 MARS

● **P. et T.** : Grève de 24 heures des chauffeurs poids-lourds des télécommunications pour leur traitement. Les préposés conducteurs (conducteurs de voitures fourgonnette pour la distribution et le relevage du courrier) font grève également ce jour.

● **COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS A ORLY ET AU BOURGET** : Les employés des bars et restaurants se mettent en grève pour 4 jours pour leurs revendications.

● **S.N.I.A.S. A SAINT-NAZAIRE** : Débrayages.

● **S.N.E.C.M.A. A CORBEIL** : Débrayages dans tous les ateliers pour les salaires.

## DIMANCHE 29 MARS

● **MUSEES NATIONAUX** : 780 gardiens se mettent en grève. Ils réclament : la réforme des statuts, l'inclusion dans le salaire de la prime de résidence, l'amélioration des conditions de travail, une augmentation des effectifs à la suite de l'ouverture de nouvelles salles au Pavillon de Flore, l'augmentation de la prime de panier, ainsi que l'indemnité du travail du dimanche soit portée de 10 F à 50 F.

Le gouvernement réactionnaire fait appel à l'armée (soldats du contingent) pour assurer l'ouverture des musées et tenter de briser cette grève. Soutenons la grève des gardiens de musées et adressons-nous aux soldats du contingent pour leur apporter les explications nécessaires.

## SECOURS ROUGE

		Total précédent	325 F
Ouvriers de Rennes	Rennes	15	F
C.D.H.R.	Paris 19°	10	F
Anonyme	Paris 19°	10	F
2 ouvriers anonymes	Paris 19°	45	F
C.D.H.R.	Vannes	20	F
B.E.	Deuil-La-Barre	10	F
M.M.	Saint-Julien les Villas	2,60	F
C.D.H.R.	Guingamp	10	F
C.D.H.R. Norman-Bé-thune	Paris 14°	90	F
M.B. étudiant	Lyon	10	F
G.B.	Saumanes	90	F
C.D.H.R.	Menton	100	F
A. et P.B.	Pau	60	F
Anonyme	Verneuil	20	F
C.D.H.R.	Montrouge	60	F
Collecte au village	Basses-Alpes	6	F
J.P.H.	Amiens	30	F
Anonyme	Valence	50	F
C.D.H.R.	Villeneuve-le-Roi	10	F
Souscription à la librairie Le Phénix	Paris	238,46	F
C.D.H.R. Beaux-Arts	Paris	30	F
A.C.	Mantes	1,60	F
<b>Total général</b>		<b>1.223,56</b>	<b>F</b>

## En avant vers les 15 millions

		Total précédent	111.069,50 F
C.D.H.R.	Levallois	100	F
C.D.H.R.	Boulogne-sur-Mer	100	F
C.D.H.R. (mars)	Versailles Sud	93	F
Une vieille militante communiste (mars)	Versailles	23	F
F.J.	St-Denis-les-Bourg	100	F
R.A. lecteur H.R.	Verneuil	5	F
Une famille bretonne exilée	Paris	50	F
J.A.	Callac	10	F
Anonyme	Verneuil	24	F
Militant H.R.	Charenton	5	F
C.D.H.R.	Paul-Valéry	15,60	F
1 anonyme	Paris-5°	10	F
G.V.	Troyes	15	F
1 C.D.H.R.	Toulouse	77	F
1 lecteur ouvrier	St-Maur	4	F
Le salaire mensuel d'un apprenti pour que H.R. vive	Paris	200	F
C.D.H.R. G.M.	Toulouse	47	F
<b>Total</b>		<b>114.195,10</b>	<b>F</b>

**Abonnez-vous...**

Nom .....	abonnement ordinaire :
Prénom .....	20 F pour 6 mois
Adresse .....	40 F par an
	abonnement de soutien :
	40 pour 6 mois
	80 par an
	abonnement pour l'étranger (par avion) :
	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »  
30226.72 Centre La Source

## FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Cinq Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choisies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

**DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :**

- LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;
- Et parmi les derniers titres :
- LIN PIAO : Rapport du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

**LISEZ PEKIN-INFORMATION**

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2°) ;
- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14°), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine », 1 F.
- A l'H.R., B.P. 134, Paris (20°).

**ÉDITORIAL****Lénine et le parti du prolétariat**

Le grand nom de Lénine signifie pour tous les révolutionnaires, pour les masses opprimées du monde entier la première et décisive victoire de la révolution prolétarienne, l'avènement du premier état socialiste. Pour la première fois dans l'Histoire la bourgeoisie capitaliste alliée aux propriétaires fonciers était chassée du Pouvoir, la machine d'Etat à son service était détruite et remplacée par le pouvoir des Soviets, la revanche de tous les meurts de faim s'accomplissait ; la Commune de Paris était vengée. Mais cette victoire aurait été sans lendemain sans l'existence d'un parti révolutionnaire, trempé dans toutes les épreuves qui précédèrent l'insurrection, d'un parti rassemblant l'avant-garde de la classe ouvrière en un détachement régi par une discipline de fer, constituant l'état-major de l'armée du prolétariat : le parti bolchevik. Un tel Parti ne s'est pas forgé en un jour ; parmi ceux qui voulaient en finir avec la domination cruelle du tsarisme, dans le camp réduit de ceux qui proclamaient la nécessité de la révolution, seule une minorité lutte après lutte se retrouvait derrière le drapeau de Lénine pour réussir à rassembler au moment même de la révolution l'écrasante majorité de la classe ouvrière et des classes révolutionnaires. Pendant près de vingt ans, Lénine a dû mener une lutte implacable contre l'opportunisme, contre toutes les formes sous lesquelles il se manifesta dans le mouvement ouvrier. Sans cette lutte, condition à toute lutte conséquente contre la bourgeoisie, le Parti bolchevik n'aurait pas été capable de conduire les masses à la révolution ; Au moment même où le prolétariat s'emparait du pouvoir en Russie, les partis socialistes d'Europe occidentale associaient la classe ouvrière de leurs pays à la boucherie sanglante de la guerre impérialiste : les éléments opportunistes s'étaient emparés de la direction de ces partis. C'est dans la suite des combats menés à l'intérieur même du mouvement ouvrier que le léninisme s'est forgé, que s'est formé le parti bolchevik. Tous les partis révolutionnaires qui ont réussi à conduire la classe ouvrière au pouvoir ont connu cette loi : la formation d'un parti communiste authentique se fait dans le cours d'une lutte de classe intense menée à l'intérieur comme à l'extérieur du parti : « S'il n'y avait pas dans le parti de contradictions et de luttes idéologiques pour les résoudre, la vie du parti prendrait fin ».

Mao Tsé-toung : De la contradiction.

La première lutte capitale que Lénine eût à mener parmi ceux qui se réclamaient du marxisme concernait la forme même de l'organisation du parti. Fallait-il créer une organisation légale, travaillant au grand jour, composée principalement d'intellectuels ou bien s'agissait-il de mettre en place une organisation illégale, clandestine, s'appuyant sur le noyau dur de la classe ouvrière ? Derrière cette question, deux conceptions, deux lignes concernant les tâches des révolutionnaires se profilaient : le rôle dirigeant appartiendrait-il à la classe ouvrière ou bien celle-ci ne constituerait-elle qu'un appendice, qu'une force d'appoint. Dans ce choix se jouait l'avenir de la révolution prolétarienne. L'Histoire a tranché, plus de 20 ans après, l'Internationale communiste, réunie dans le premier bastion du socialisme fixait comme condition d'adhésion aux partis qui prétendaient en être membre la combinaison entre travail légal et illégal, posait comme pierre de touche entre les partis révolutionnaires et les partis réformistes la question de l'organisation illégale. Aujourd'hui le Président Mao nous indique : « La bourgeoisie ne tolère l'existence des partis communistes qu'à condition qu'ils ne lèsent pas ses intérêts. S'ils lèsent ses intérêts, elle ne la tolère plus ».

Seuls les partis qui ont gommé de leur programme la perspective de la révolution, seuls les partis qui trahissent ouvertement la classe ouvrière dans ses aspirations au socialisme déploient toute leur activité au grand jour, dans le cadre de la « légalité républicaine » qui n'est que le paravent de la dictature de la bourgeoisie. Que les dirigeants du P.C.F. soient irrémédiablement engagés dans la voie du légalisme, cela correspond tout à fait à l'abandon des principes léninistes d'organisation d'une part, et indissociablement lié à cela, à l'abandon de toute perspective révolutionnaire. Les occasions manquées de 36, de 45, de 68 sont là pour rappeler cruellement à la classe ouvrière le prix de la trahison social-démocrate du P.C.F. Il est clair qu'un parti qui vise clairement la destruction violente de l'appareil d'Etat ne peut s'installer confortablement dans la citadelle capitaliste. Alors que ses militants sont arrêtés pour le moins, exécutés en période de terrorisme, chassés de leurs usines, traqués par la police, un tel parti n'a que le choix entre l'abandon de ses principes de lutte ou le passage dans la clandestinité, jusqu'à la veille de l'insurrection. Il n'est pas d'illusion à se faire, on ne donne pas des

coups sans en recevoir, on ne sort pas la tête de la tranchée pour frapper l'ennemi sans risquer d'être frappé soi-même. Dissoudre le parti du prolétariat dans des organisations de masse à caractère révolutionnaire, dans un système de comités lâche et légal, c'est, nous enseigne Lénine, renoncer à toute perspective de faire la révolution. Une autre question cruciale se posa bientôt au mouvement révolutionnaire naissant, au jeune parti de Lénine. Qui serait membre du Parti ? Chaque gréviste répondant aux mots d'ordre de lutte du parti, chaque bachelier attiré aux idées du socialisme, chaque lecteur du journal comme le préconisaient les réformistes d'alors, les mencheviks, allait-on distribuer des bulletins d'adhésion dans les boîtes aux lettres, rassembler en une masse informe tous les partisans du socialisme et en faire le parti, ou bien allait-on s'appuyer sur un corps restreint de militants dévoués corps et âmes à la révolution, encadré par un détachement d'hommes dont la réalisation des tâches de la révolution serait la profession ? Là encore deux voies s'ouvraient : la première, celle des mencheviks, conduisait à un assemblage de cercles larges en apparence, reliés entre eux par la profession de foi identique dans le marxisme, échangeant leurs expériences et leurs points de vue. Cette conception du parti « échangeur d'expériences », ultra-démocratique était battue en brèche par les bolcheviks Lénine à leur tête ; la conception menchevik faisait du parti un instrument tourné vers les réformes, ne s'appuyant nullement à l'insurrection ; démocratique à la manière d'un parlement bourgeois, et inoffensif pour la bourgeoisie. Admettre dans les rangs du parti les éléments non-militants, c'était de plus intégrer largement les éléments petits-bourgeois, incapables d'un travail prolongé, effrayés par les tâches difficiles, mais toujours prêts à l'impatience ou au découragement. Lénine imposa comme condition d'admission la participation aux tâches du parti par la filiation à une de ses organisations. Les parlotteurs cédaient le pas à l'action. L'organisation révolutionnaire du prolétariat s'opposait à la conception du « parti d'idées ».

Aujourd'hui, bien qu'ils maintiennent fermement une unité de façade les dirigeants révisionnistes sont à la tête d'un parti qu'ils contrôlent d'autant mieux que ses critères d'adhésion sont inexistantes. L'entrée en masse des éléments de la petite bourgeoisie, l'inexistence du travail régulier des cellules dans la plupart des cas, le poids idéologique des éléments non-prolétariens sur les ouvriers combattifs sanctionnent le ralliement de ce parti au crétinisme parlementaire, à la théorie criminelle du passage pacifique au socialisme. Un parti composé d'une armature de permanents et de parlementaires appuyées sur une base informe où prévalent, aux postes de direction, les éléments petits bourgeois est un parti menchevik, un parti bâti à l'opposé des conceptions léninistes. Un tel parti ne peut être que l'instrument de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du mouvement ouvrier. Qui s'oppose fermement à la politique social-démocrate dans ce parti, ne peut qu'en être exclu ou le quitter.

Dans son combat incessant contre l'opportunisme, Lénine dut balayer les conceptions légalistes et mencheviks qui faisaient du parti un instrument perméable à la petite bourgeoisie, sans armature solide et sans perspective révolutionnaire. Dans le cours de cette lutte, il définit les principes d'organisation du parti bolchevik, dont l'essentiel consiste dans le principe de la centralisation démocratique. En refusant que le parti se constitue simplement sur la base de l'accord de ses membres avec un vague programme, en posant à chacun de ses membres l'impératif du travail militant, Lénine mettait en lumière la nécessité d'une pratique unifiée du parti.

A la libre discussion des différents organismes locaux, qui permettait au même parti de dire à Petrograd une chose et son contraire à Moscou, les bolcheviks opposèrent la discipline, l'unité d'action dans les masses, un parti centralisé. L'ensemble du parti marcherait du même pas. Pour ce faire, il fallait venir à bout des fractions qui transformaient le parti en un assemblage de plusieurs petits partis, en constante opposition entre elles ; les fractions jouaient un rôle paralysant, entravaient l'unification idéologique et politique du parti, l'empêchaient de gagner la confiance des masses, l'isolaient de la classe ouvrière. Seule une rigoureuse discipline, tendant à la discipline militaire permettrait d'avancer dans la voie de la révolution, non pas en rangs dispersés, mais à la manière d'une armée, l'armée du prolétariat, face aux forces organisées de la bourgeoisie. C'est dans cette lutte contre le démocratisme, contre la conception petite-bourgeoise de l'unité du parti, que s'est forgé le principe du centralisme démocratique, repris par l'ensemble des partis qui ont fait la révolution et fixé au point 12

des statuts de l'Internationale communiste. Le centralisme démocratique, principe organisateur du parti léniniste, se construit sur deux idées apparemment contradictoires : le centralisme qui affirme : « la soumission de l'individu à l'organisation, la soumission de la minorité à la majorité, la soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, la soumission de l'ensemble du parti à son centre ». (Mao P.L.R., p. 281), et la démocratie, qui fonde le caractère entièrement nouveau de la discipline du parti, une discipline à laquelle se soumettent des hommes conscients, éclairés par une même théorie révolutionnaire, poursuivant les mêmes objectifs, qu'ils ont eux-mêmes à définir, par les mêmes moyens qu'ils ont tous discutés. Cette discipline, exactement opposée à la discipline aveugle imposée par la bourgeoisie dans son armée ou dans ses fabriques n'a de force que parce qu'elle est celle d'une association de travailleurs librement consentie, mais une telle association n'a de force que par l'unité de ses rangs. La discussion terminée, chacun applique les décisions prises. Détachée de ses objectifs que le parti vise, détachée de la préparation de la révolution prolétarienne, la discipline devient un principe vide. De même un parti qui tire à hue et à dia, où dix avis différents s'affrontent sans qu'un seul l'emporte, un tel parti est incapable de faire la révolution.

Le démocratisme que Lénine a dû combattre avec la dernière fermeté s'opposait au principe du parti centralisé, reconnaissait la nécessité d'un centre dirigeant mais lui déniait tout pouvoir, contestait chaque décision prise par ce centre sans l'appliquer, voyait dans le principe d'élection des organismes dirigeants la seule garantie à une direction juste du parti au moment de la plus sombre répression du mouvement révolutionnaire en Russie.

Tous les partis communistes qui ont fait la révolution ont du lutter contre les tendances ultra-démocratiques ; avant la prise du pouvoir, l'avancée de leur liaison avec les masses, ne s'est faite qu'en renforçant le centralisme dans le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, en lui donnant le pas sur la démocratie. Il leur a fallu, pour cela, éliminer l'influence néfaste de la petite-bourgeoisie dans leurs rangs caractérisée par l'indécision et le bavardage, le démocratisme et la répugnance à la discipline. Dans cette lutte, le caractère prolétarien du parti s'est affirmé.

Parti illégal, parti de militants, parti centralisé et discipliné liant la lutte concrète du mouvement ouvrier à la théorie révolutionnaire, le parti léniniste n'est en rien un parti de « cadres » comme le voudraient les trotskystes en bons manipulateurs des masses. Que son organisation, et non tout le parti, soit composée principalement de révolutionnaires de profession ne répond pas à d'autre nécessité que celle de préserver, dans toutes les situations, l'unité du parti, par le maintien de ses liaisons, de son centre, et la permanence de ses activités dont l'enjeu est la révolution prolétarienne.

Détachement organisé de la classe ouvrière, le parti bolchevik est partie intégrante de la classe ouvrière. Son organisation de fer, est le centre d'un ensemble d'organisations du parti et d'organisations de masse par lesquelles le parti est en liaison étroite avec la classe ouvrière, dans lesquelles la perspective révolutionnaire se concrétise jour après jour : syndicats, cercles de lecture et de diffusion de la propagande socialiste...

Le parti léniniste s'affirme comme l'instrument le plus adapté à gagner les couches les plus larges de la classe ouvrière à la révolution. Une organisation précaire, disloquée en quelques jours par la police, une organisation parlementaire, ultra démocratique où la petite bourgeoisie domine ne peuvent gagner la confiance de la classe ouvrière. Pour affronter victorieusement, des forces de répression de la bourgeoisie, pour détruire la machine d'Etat bourgeoise, il faut que le prolétariat s'organise en armée de la révolution, il lui faut un parti. La victoire de la révolution russe, du socialisme en Chine et en Albanie ont affirmé de manière éclatante le rôle déterminant d'un tel parti.

Aujourd'hui les révolutionnaires conséquents doivent tirer tous les enseignements de l'expérience victorieuse du prolétariat international dirigé par d'authentiques partis communistes. En cette période où approche le centenaire de Lénine, tous ceux qui proclament leur volonté de faire la révolution prolétarienne en France doivent s'assimiler cette vérité dégagée par l'Histoire : sans parti révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire victorieux. Le génie de Lénine, développé par Staline, enrichi, éclairé par la pensée Mao Tsé-toung a consisté à unir le programme révolutionnaire à l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

Vive la pensée Mao Tsé-toung.  
Vive le léninisme.



# FRONT OUVRIER

## Massy : La grève à Clin-Byla

La grève qui a déferlé comme une vague à l'usine Clin-Byla (industrie pharmaceutique - Massy) n'a apporté aucune satisfaction des revendications économiques.

Camarades,

Judi 12 : mouvement de grève pour les classification et le salaire minimum garanti à 6 F.

Lundi 16 : la compression des dragees débraie pour obtenir la satisfaction de ces mêmes revendications.

Elles sont les suivantes :

1) A travail égal et à qualification égale, salaire égal, sans discrimination en homme et femme, et sans distinction d'âge et de nationalité ;

2) Aucun salaire horaire inférieur à 6 F (sans les primes) ;

3) Respect des libertés syndicales.

La première manœuvre pour briser la lutte a échoué. En menaçant nos camarades du conditionnement, d'un avertissement s'ils ne quittaient pas les lieux de travail, la direction n'a fait qu'étendre la lutte. Non seulement ils non pas quitté leur lieu de travail, mais encore le magasin général a débrayé pour les soutenir. Nouvelle menace contre les camarades du magasin : « Avertissement si vous ne quittez pas les lieux de travail ». Ils n'ont pas quitté leurs lieux de travail, mais la cour, les maçons, le service de synthèse et le laboratoire de contrôle se joignent au mouvement.

Nous ne devons pas tomber dans ce piège. Depuis des années, nous discutons de ces problèmes, et aujourd'hui, l'arrêt de la production est notre meilleur atout, pour qu'ils soient résolus.

Rejoignons tous nos camarades en grève.

Unis et résolus, CONTINUONS LA LUTTE.

Camarades,

La lutte que la direction a essayé d'étouffer dans l'œuf se poursuit. Depuis le jeudi 12, elle laisse passer le temps pour nous démobiliser.

En vain, elle a utilisé, tour à tour, l'intimidation et la persuasion.

Hier matin, vers 11 heures, elle fait afficher une note de service récapitulant les augmentations « GÉNÉREUSEMENT » accordées depuis 1968. Elle donne même le chiffre de 26 %. SANS RIRE ! A qui cherche-t-elle à faire croire que nous sommes suffisamment bien payés ?

Que ceux qui n'ont pas encore rejoint le mouvement ne tiennent pas compte des pressions démobilisatrices mais prennent réellement conscience que NOS REVENDICATIONS SONT JUSTES ET PEUVENT ÊTRE SATISFAITES.

Mais dans la matinée du jeudi deux tendances se sont opposées chez les ouvriers de l'usine.

— Les uns voulaient accepter les propositions du patron. « Faisons preuve de bonne volonté ». Reprenons le travail et discutons. Chacun doit y mettre du sien, après tout.

Les autres rejettent cette illusion. « Chaque fois qu'on reprend le travail on l'a dans le cul. » dit un ouvrier.

A midi on vote. A 13 h 30 on reprend le travail et à 13 h 45 la preuve de « bonne volonté » est faite : un délégué syndical est menacé de perdre sa place !

La riposte est immédiate. 150 travailleurs dans la cour. Regroupement devant le bureau du directeur. Le monsieur ne veut recevoir que trois délégués mais ce n'est plus lui qui décide. Les ouvriers veulent : tous les délégués entrent. On oblige le directeur à signer un papier comme quoi le camarade garde sa place et ne subira aucune menace. Et le directeur obéit aux ouvriers !

Les revendications avancées au début de la semaine n'ont pas été satisfaites. Pourtant cette lutte est une victoire par les leçons qu'elle nous donne :

1) Ce n'est pas vrai que les patrons sont toujours les plus forts. Lorsque les ouvriers sont résolus, unis à la base et dans l'action ce sont eux qui sont les plus forts.

2) Ce n'est pas vrai que les patrons sont de bonne foi. Lorsque l'on tombe dans le panneau, comme certains camarades de Clin, l'expérience montre vite comment sont vraiment les patrons. Mais lorsque certains ont l'expérience et font semblant de croire à la bonne volonté des patrons, comme les bonzes syndicaux de la bourse du travail, pour reprendre le boulot cela s'appelle trahir. Ce sont ces gens que nous appelons des révisionnistes. Le patron c'est un ennemi.

3) Ce sont les ouvriers qui font la loi quand ils luttent tous ensemble : les ouvriers du conditionnement n'ont pas quitté les lieux de travail et la grève s'est étendue, les camarades du magasin n'ont pas quitté les lieux de travail et la grève s'est encore étendue. Enfin jeudi après midi le directeur a été obligé de signer.

C'est un peu comme en Mai 68. On n'a rien obtenu (ou des miettes, c'est pareil) sur le plan matériel, mais on a compris :

— La force invincible des ouvriers et des masses populaires UNIS.

— Quand on reprend le travail « on l'a dans le cul ».

— Ceux qui font reprendre le travail en sachant très bien ce que cela entraîne (parce qu'ils ont l'expérience) sont des traîtres. Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. sont des révisionnistes parce qu'ils savent et qu'ils trahissent.

— L'occupation des usines (et sans préavis !) était « illégale ».

Les ouvriers ont occupé les usines !

La classe ouvrière et les masses populaires « n'ont pas le droit » de prendre le pouvoir à la bourgeoisie. Mais nous connaissons notre force. Nous saurons ce qu'il ne faut pas faire. Nous rejetterons les traîtres, nous choisirons des dirigeants qui ne trahissent pas.

Et nous prendrons le droit de faire la révolution !

C.D.H.R. Massy.

## TRAVAILLEURS, N'ACHETEZ PAS LA "V.O." ELLE EST DÉJÀ VENDUE !

« Si Monmousseau revenait, il chasserait sans douceur à coups de pieds dans le bas des reins l'équipe de mannequins révisos qui a fait de la « Vie Ouvrière le magazine bourgeois qu'elle est devenue ».

Combien de travailleurs se sont fait une telle réflexion, ces dernières années !

Mais cette semaine, les plumitifs de Séguy et Krasucki dépassent les bornes.

Sa dernière page de ce luxueux magazine est constituée par une publicité de la Régie Renault l'entreprise philanthropique bien connue.

Une telle page vaut bien 1 million d'anciens francs... que les travailleurs de Renault paieront grâce à une accélération des cadences... Une politesse en valant bien une autre, la C.G.T. a signé les accords Renault.

C'est logique... On ne peut pas être « opposé à... » et « payé par »... les patrons.

Deuxième politesse aux monopoles, l'article de la page 14 contre « les provocations gauchistes ». La « Vie Ouvrière » attaque nommément la gauche prolétarienne, mais dans le courant de l'article, le rédacteur anonyme s'en prend à tous les révolutionnaires.

Outre cet amalgame malhonnête, il faut souligner le caractère ignoble des « arguments » employés... Une chose est de polémiquer avec toute la fermeté nécessaire avec la « gauche prolétarienne », et tout autre chose est d'employer, par exemple, les arguments suivants :

*Ce sont les mêmes qui en Mai-Juin 1968 ont si bien servi le pouvoir, au point que les gaullistes leur ont reconnu le mérite de leur succès électoral du 30 juin 1968 ; ce sont eux qui ont servi d'alibi au gouvernement dans son incapacité à régler les problèmes brûlants de l'université.*

*Ce sont eux qui par leurs exactions répétées servent régulièrement de prétexte à l'intervention de la police dans les facultés, et à l'organisation de groupes fascistes d'extrême droite en milieu étudiant.*

Ou encore :

*En 1968, leurs déchainements calculés avaient servi à point nommé les hommes du grand capital confrontés à la plus grande grève de notre histoire. Quelle aubaine pour les patrons que certains se chargent d'effrayer une partie de la population, et de leur faciliter l'amalgame des travailleurs en grève pour leurs justes revendications, et des « anarchistes » de tout poil pré-*

*parant le « grand soir » à la lueur des voitures incendiées du Quartier Latin !*

Ou enfin :

*Sans doute, comme les fascistes de toujours, les provocateurs d'aujourd'hui espèrent manipuler les travailleurs les moins évolués, les plus ignorants de la lutte de classe, pour mieux nuire à la classe ouvrière tout entière.*

Cette littérature digne du « Parisien Libéré » se passe de tout commentaire. Les « fascistes », MM. les plumitifs de Krasucki et Renault réunis, ce ne sont pas, malgré leurs graves erreurs, les militants de la « gauche prolétarienne », ce sont ceux, qui les prolétaires, ont utilisé la violence à coup de barres de fer contre les militants marxistes-léninistes, et qui continuent avec la xénophobie, le chauvinisme en Mai 68 et depuis, utilisent l'abjecte trahison du bourgeois devant la violence révolutionnaire. Vous, enfin qui refusez toute action concrète de solidarité envers les militants emprisonnés, les soldats condamnés par la justice militaire, vous qui vous taisez sur la répression de l'état des monopoles que vous affirmez combattre.

MM. les corrompus de la « Vie anti-ouvrière » se montrent tels qu'ils sont lorsqu'ils ironisent dans le style du « Figaro » sur la pseudo soif de pureté de l'adolescence face aux compromissions de l'âge adulte. (Page VII, dans la critique du film « Solo »).

Il y a, certes, beau temps que ces Messieurs n'ont plus soif de pureté et que certains d'entre eux n'ont pas attendu « l'âge adulte » pour se « compromettre ».

Page 28, enfin, on y parle « Vacances 70 ». Quelles vacances y aurait-il pour ceux qui, comme notre camarade Jean Thiriot avant son arrestation, gagnaient moins de 70.000 A.F. par mois ?

La V.O. ne pose pas la question. Ne parlons pas de ce qui fâche !

Mais son éclectisme en matière de vacances n'en est pas moins révélateur. Camarades ouvriers antifascistes et antisionistes, vous pourrez aller passer vos vacances en Israël (avec « Touropa » ou en Espagne et en Grèce avec « Tourisme et travail ». Vivent les vacances de papa... dopoulos !

Les colonels frecs, Franco et Moshé Dayan n'ont évidemment rien à craindre des bureaucrates et aristocrates ouvriers qui, suivant les conseils de la V.O., viendront leur apporter de belles et bonnes devises... ? Mais les prolos, eux, ont compris !

## Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire : 4 ouvriers écrasés

Vendredi 20 mars, un élément de bordée de 100 tonnes, d'un pétrolier, a écrasé 4 travailleurs des chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire. Deux sont morts, un troisième gravement blessé. Tous les camarades de la Navale savent que l'usage du portique géant des Chantiers est planifié à la minute. A peine les éléments préfabriqués, d'une centaine de tonnes, sont-ils mis en place et provisoirement agrafés, le portique décroche aussitôt. L'équilibre n'est plus assuré que par deux câbles d'une force d'environ 2 tonnes chacun !

Voilà camarades comme le capital traite les vies des ouvriers. Un accident ? Non ! un assassinat prémédité. Il y en aura d'autres. Ils sont prévus

et acceptés sous forme de « probabilités » dans les calculs crapuleux des ingénieurs. Il y a 30 accidents du travail par jour déclarés dans la seule région de Saint-Nazaire.

Voilà ce que signifie l'Ordre et la Légalité « républicaines ». Profits et parties fines à la Baule pour les uns, chômage, vie de bagnard, mutilations ou assassinats pour les autres.

A bas le régime capitaliste, broyeur de vies humaines !

A bas les exploiters buveurs de sang !

Vengeons les camarades mutilés ou assassinés !

C.D.H.R. Saint-Nazaire.

## NANTES : POINT DE VUE D'UN CHEMINOT SUR LES ACCORDS A LA S.N.C.F.

A Nantes, comme ailleurs, la grève a été lancée parce que la base cégétiste a fait pression et, à l'échelon national, la fédération C.G.T. n'a absolument pas lancé de mot d'ordre de grève ; c'est la déclaration faite par Massabiaux lui-même.

A la suite de cela, les gars sont d'ailleurs mécontents, car ils ont tous reçus de la S.N.C.F. des demandes d'explication. Et s'ils disent : « On fait la grève », la direction retorque : « Mais votre organisation n'a pas donné ordre de grève ». En réalité, les gars se sentent en porte à faux, et on se demande si ce ne sont pas des manœuvres d'intimidation sur les gars de la base.

Question salaire, on peut dire que les miettes accordées seront vite bouffées par les hausses du coût de la vie (7,4 % échelonnés sur l'année alors que le gouvernement annonce officiellement [donc en trichant] une augmentation de 0,8 %, pour janvier seulement). Mais en plus une augmentation hiérarchisée telle que la préconise tous les syndicats, ce sera les miettes pour les bas salaires et le gros paquet pour les cadres. Alors que le coût de la vie est le même pour l'homme d'équipe à l'échelle 2 et l'ingénieur non-statut, l'augmentation en % accentue le fossé entre la base et le sommet de la profession. D'ailleurs, la direction fédérale est revenue, en paroles, sur ses propositions, compte-tenu de la base et demande 70 F d'augmentation uniforme.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail, il y a une toute petite amélioration. Pour ce que est des roulants, cette réduction n'engagera absolument pas de dépenses supplémentaires pour la direction de la S.N.C.F. Finalement on condense les horaires et on arrive à la situation suivante : ce qui n'était pas admis tous les jours auparavant (9 h 30 de travail effectif continu) devient la règle maintenant, car au lieu d'avoir une coupure prolongée, on aura une amplitude (1) de 11 heures avec 9 h 30 de travail réel, ce qui est dangereux pour la condition de vie des cheminots.

Avec tout cela, la réduction du temps de travail vers 40 heures envisagée par la C.G.T. en 1973, c'est de la foutaise à côté des 40 heures obtenues tout de suite en 1936.

Pour ce qui est de l'entreprise elle-même, la direction S.N.C.F. veut faire cautionner par les organisations syndicales sa politique de pillage systématique des cheminots de fer. Déjà, les directions syndicales, C.G.T. y compris, dès après Mai 68, avaient souscrit aux accords-cadre, alors qu'elles auraient dû s'opposer à la suppression des centres vitaux de la S.N.C.F., finalement, c'est un démantèlement de l'outil de travail aussi bien que du service public. Mais dans le cadre de la régionalisation, ils ont suivi le gouvernement, ainsi, la S.N.C.F. serait placée sous l'autorité du « superpréfet » au service des capitalistes au pouvoir.

Le mouvement est donc venu de la base mais, dès le lendemain, les responsables cégétistes locaux envisageaient la reprise du travail et même usaient de leur influence pour que les gars reprennent le service, ceci dans le but, disaient-ils, de ne pas briser le front commun. D'ailleurs, le conseil syndical de l'après-midi du 13 février 1969, à Nantes, avait été trié sur le volet : les gars qui y étaient écoutaient sans broncher les responsables qui paraient.

Finalement, ils laissent la base complètement désorganisée et cela c'est voulu. On s'en rend compte au travers de cette déclaration de Ségué à Europe 1, le 2 février 1969 :

« Je pense, pour ma part, qu'il y a peu d'espoir, dans les circonstances immédiates, d'imposer à la S.N.C.F. des concessions supplémentaires présentement, notamment en raison de la position des autres organisations et qu'il faut conserver intacte l'unité des cheminots et des fédérations syndicales pour la suite à donner à ces problèmes ».

Ce qui se passe de commentaires, car il est bien évident qu'à l'occasion de cette grève, l'unité des cheminots, ils l'ont faite passer après l'entente avec les dirigeants pourris de la C.F.D.T. et de F.O.

Un cheminot de Nantes.

(1) L'amplitude, c'est le temps de service effectué diminué des coupures et des trajets haut-le-pied (quand un roulant qui a acheminé un train vers Paris revient comme voyageur à son domicile, ce temps de voyage étant compté comme temps de travail à moitié).

## QUAND UN SYNDICAT C.G.T. DÉFIE LES CADRES

Le « Réveil du Livre », organe du syndicat C.G.T. du livre de Marseille, publie dans son numéro de mars un texte du président national de la Fédération du livre, qui aura surpris nombre de syndiqués. Nous vous livrons le passage essentiel de ce papier hautement significatif :

« Les incidents entre cadres et ouvriers sont assez fréquents. Il est donc mieux d'ouvrir le dossier et d'exposer très franchement nos conceptions sur le « chef ».

Selon nous, il n'est pas bon que celui qui a accepté une place de cadre ou d'agent de maîtrise pêche par excès de démagogie et se veuille plus généreux qu'il est de mise.

Le poste de cadre n'est jamais imposé : on l'accepte ou pas ; il y a donc lieu d'en calculer toutes les conséquences et d'en mesurer tous les risques avant de s'engager.

Pour nous, un chef commande : c'est évident et indéniable.

Il doit être le camarade éclairé guidant ceux qui ont du mal à suivre, mais il n'y a pas lieu qu'il soit le « copain à tout faire ».

Il ne doit pas se confondre avec

l'« adjudant Flick » mais il doit tout de même tenir la main au bon ordre dans l'atelier.

Il ne doit pas rapporter à ses supérieurs ou au patron les futilités ou autres balivernes, sans conséquences sur la marche du travail, mais il faut bien tout de même qu'il se préoccupe des incidents pouvant avoir quelques ricochets et qu'il se couvre en tenant informés ses propres supérieurs, surtout si la marche du travail peut être perturbée.

En somme, le patron est Dieu, les cadres (C.G.T.) sont les prophètes, et les travailleurs n'ont qu'à se prosterner. Voilà ce qu'on peut lire dans un journal syndical C.G.T. Les travailleurs, et aussi de nombreux cadres progressistes sont de plus en plus révoltés par la démagogie « pro-hiérarchique » des bonzes C.G.T. Mais il est bon que les paysans et les intellectuels révolutionnaires et les autres militants progressistes sachent, eux aussi, exactement à quoi s'en tenir sur la dégénérescence de l'appareil CGT et son rôle de chien de garde de l'ordre bourgeois, ses bergers et ses chiens...

## Soutenons les luttes antimonopolistes des commerçants, artisans et travailleurs indépendants

Les petits commerçants et artisans se révoltent de plus en plus contre les conséquences de la politique de la bourgeoisie monopoliste qui les écrase. Bien entendu, dans leur immense majorité ils n'ont pas une haute conscience politique, ils ne voient pas clairement quelles sont les raisons profondes de la situation dont ils pâtissent. Aussi, proclament-ils volontiers qu'il désirent rester « apolitiques », ils limitent leurs actions à des luttes parfois violentes contre la fiscalité, contre la fameuse assurance vieillesse, contre la concurrence « déloyale » des super-marchés.

Mais un événement nouveau est intervenu : le pouvoir qui jusqu'ici avait employé, pour calmer le mécontentement de ces éléments des couches moyennes, davantage de ruses, de fausses promesses et de réformes « en préparation » que de coups de matraque, vient de se trouver enfin contraint de recourir à la répression effective. Et pour un début, il y est allé volontairement fort, pour essayer d'intimider efficacement la masse de ces boutiquiers et autres travailleurs indépendants, qui n'ont aucune tradition de lutte révolutionnaire.

Six mois de prison ferme à Gérard Nicoud, transformés en un an par suite d'une condamnation antérieure alors prononcée avec sursis, d'autres poursuites lancées contre la grève de l'impôt à l'initiative de Giscard d'Estaing, le banquier ministre des Finances, plusieurs dizaines de retraits brutaux de permis de conduire, des menaces multiples et le refus de « discuter », voici autant de mesures qui prouvent que Pompidou et Chaban Delmas sont aux prises avec les graves contradictions nées de la crise générale du capitalisme français et international. Ils en sont à ne plus pouvoir reculer en manœuvrant, à ne plus pouvoir ruser à l'aide de quelques réformes plus spectaculaires que réelles. Cette situation est de nature à balayer les illusions qui subsistaient encore chez les intéressés.

Aussi les marxistes-léninistes doivent-ils déployer rapidement de grands efforts pour apporter explications et perspectives à ces gens peu politisés en révolte. Car faute d'une juste conscience politique, leur masse risque d'être trompée par les tenants du fascisme. Déjà la responsabilité de leur sort est attribuée par certains provocateurs aux « juifs », aux « étrangers », à la « Sécurité sociale » et aux « allocations familiales », qui versent « tant d'argent » à tous ces « travailleurs immigrés », à la gestion pagaïlleuse des « fonctionnaires », etc. Alors que ce sont en réalité les monopoles, le capitalisme monopoliste d'état qui vouent inexorablement le petit commerce à disparaître sans la moindre possibilité de reconversion.

Il convient de démontrer à tous ces éléments en révolte que seule la révolution socialiste peut leur offrir des conditions d'existence nouvelles, sans les acculer à la misère la plus totale, comme le capitalisme s'y emploie.

Dans un régime de démocratie populaire fondé sur la dictature du prolétariat, ils connaîtront une phase transitoire au cours de laquelle seront étatisés tous les super-marchés et autres commerces appartenant aux monopoles, aux banques, à la grande industrie. Puis par transformations successives comme en Chine, comme en Albanie par appels au volontariat aussi, leurs propres commerces seront à leur tour étatisés, dans des conditions arrêtées par le pouvoir prolétarien suivant un processus ayant pour objet de les reclasser dignement dans la véritable société nouvelle, celle du socialisme.

Sans doute le plus grand nombre des petits commerçants et artisans sont-ils farouchement attachés à leur propriété individuelle. Il faut leur montrer que le recours au fascisme ne leur apportera aucune solution viable, mais au contraire précipitera leur ruine en cours.

Seule l'action révolutionnaire, dans un large « Front uni antimonopoliste » dirigé par l'avant-garde de la classe ouvrière est susceptible de préserver pour eux des conditions d'existence futures normales, même si dans le cadre du socialisme apparaît pour eux la perspective de perdre un jour relativement éloigné cette propriété individuelle.

Voici pourquoi notre hebdomadaire soutient concrètement les luttes engagées, et qui se généralisent, contre la politique du gouvernement et de l'état des monopoles vis-à-vis des commerçants et artisans.

Libérez Nicoud ! Rendez les permis de conduire que vous avez arbitrairement supprimés ! A bas la répression qui frappe à leur tour, aujourd'hui, les classes moyennes, comme elle visait déjà hier et poursuit de plus en plus les ouvriers, les étudiants, les militants révolutionnaires marxistes-léninistes ! A bas le pouvoir et l'état des monopoles capitalistes !

Front Uni révolutionnaire contre la bourgeoisie monopoliste !



AFFICHEZ « H. R. »

# — La démocratie bourgeoise se fascise —

## LIBÉREZ NOS CAMARADES !

**Alain FILOU** : 21 ans. Ancien étudiant en math. Il est entré comme travailleur à la chaîne dans une laiterie, puis il a entrepris un stage de formation de fraiseur dans un centre F.P.A., à Nantes, stage interrompu définitivement à cause de son arrestation.



Défendons notre camarade, militant marxiste-léniniste qui n'a pas hésité à mettre son enthousiasme et sa détermination dans la lutte contre l'exploitation éhontée des patrons.

### DERNIERE NOUVELLE

Première victoire, modeste certes, à la suite des nombreuses manifestations développées dans toute la France en faveur de nos camarades emprisonnés : enfin un régime « semi-politique » leur a été accordé ! Mais pourquoi donc cette restriction « semi-politique » et non pas le régime politique intégral ?

D'ailleurs, cela ne nous suffit nullement en tout état de cause : car c'est la libération effective des cinq militants marxistes-léninistes arbitrairement poursuivis que nous exigeons et continuerons à exiger jusqu'au bout !

## Comment soutenir matériellement nos camarades en prison

Il existe une fable qui raconte l'histoire du batelier et du grammairien. Alors qu'ils étaient sur la barque au milieu du fleuve le grammairien demanda au batelier s'il connaissait la grammaire et comme le batelier lui répondait que non le grammairien lui dit « alors tu as perdu la moitié de ta vie ». Peu après l'embarcation heurta un obstacle et chavira et le batelier demanda au grammairien s'il savait nager et le grammairien répondit que non « Alors lui rétorqua le batelier c'est toute ta vie que tu as perdue. »

Au sujet de nos camarades emprisonnés nous nous sommes conduits un peu comme le grammairien, leur défense a été assurée, notre journal a dévoilé aux yeux de l'opinion la manière arbitraire avec laquelle le pouvoir s'était acharné sur eux, nous sommes à juste titre fiers de leur attitude preuve que les duretés d'une détention au régime de droit commun n'a pas réussi à entamer, mais nous ne nous sommes pas assez préoccupés de la satisfaction de leurs besoins essentiels. Pour lutter contre le pouvoir des monopoles, il nous faut une culture politique sans cesse accrue par l'étude, la critique et l'autocritique, il nous faut une pratique juste dans les actions que menons en direction des masses, mais il nous faut aussi des connaissances plus banales pour parer les coups que le pouvoir peut nous porter.

Quand un de nos camarades est arrêté et inculpé, des permis de visite peuvent-être demandés auprès de la Cour de Sûreté de l'Etat au Fort de l'Est à St-Denis, département de la Seine-St-Denis. En principe ils ne sont accordés qu'à des parents proches : la femme ou la mère en particulier. Pour les obtenir il faut se présenter devant le juge d'instruction muni d'un livret de famille et d'une carte d'identité nationale valide, c'est-à-dire établie depuis moins de dix ans. Dès que le transfert est effectué à la Santé, n'importe qui peut aller déposer du linge selon la liste suivante :

- 1 pyjama ;
- 2 chemises ;
- 2 slips ou 2 caleçons ;

- 2 gilets de corps ou 2 polos ;
- 2 serviettes de toilette ;
- 2 gants et 2 torchons.

Le linge peut être renouvelé toutes les semaines, le linge sale est rendu et remplacé par du linge propre. Pour des vêtements pulls, pantalons, vestes, costumes, chaussures, pantoufles, c'est le détenu lui-même qui doit en effectuer la demande auprès du directeur de la prison, quand il a reçu sa demande dûment signée il l'expédie par courrier à la personne qui doit lui procurer les effets. Le dépôt se fera alors comme pour du linge et on joindra l'autorisation au paquet. Aucun camarade ne sera surpris d'apprendre que la Santé n'est pas un hôtel trois étoiles, l'ordinaire y est maigre on peut l'améliorer à condition d'en avoir les moyens financiers actuellement 5.000 anciens francs par semaine couvrent à peu près ces frais y compris les cigarettes. N'importe qui peut envoyer de l'argent, il suffit pour cela d'avoir le nom, le numéro matricule et le numéro de cellule du détenu. Si le régime politique est accordé cette somme devient insuffisante car le détenu a le droit de lire les livres et les journaux de son choix, mais ils doivent être achetés par l'administration pénitentiaire et non pas portés ou envoyés par des amis.

La solitude du secret est déjà plus supportable quand on sait que des camarades même inconnus vous apportent du linge, que le pécule est alimenté régulièrement on n'est plus face au juge l'individu isolé qu'il peut bafouer ou abattre, on est le fils de la grande famille des travailleurs et on peut le prouver par la chemise propre qu'on a sur le dos et le paquet de cigarettes dans la poche.

Quand nous serons aussi prompts à porter secours à nos camarades tombés momentanément sous les coups de la bourgeoisie que nous cherchons à l'être dans notre dénonciation du pouvoir capitaliste et de ses laquais infiltrés dans les rangs de la classe ouvrière alors nous pourrions dire que nous sommes des grammairiens qui savent nager.

## Aix-en-Provence

### Manifestation pour la libération des M.-L. emprisonnés

L'arrestation des marxistes-léninistes, tous militants particulièrement dévoués, n'a fait qu'accroître la haine de classe des révolutionnaires, leur détermination et a provoqué leur colère. Les camarades des C.D.H.R. d'Aix-en-Provence, comme partout en France ont pris en main le soutien aux camarades emprisonnés, distribuant des tracts, informant par affiches, faisant signer aux sympathisants des déclarations de soutien destinées aux familles. Mercredi 18 mars, à l'appel des C.D.H.R. a eu lieu une manifestation et un meeting de soutien dans un quartier populaire d'Aix « Corsy » où l'information avait été particulièrement bien faite et où nos contacts sont nombreux.

Malgré la discrétion de notre appel, pour des raisons de sécurité, et notre inexpérience pour de telles manifestations, 80 révolutionnaires à peu près ont pu se rassembler, défilant dans le quartier, marquant leur soutien par les mots d'ordre « Libérez nos camarades », « Vive le P.C.M.L.F. », « A bas la fascisation » et marquant leur détermination révolutionnaire par les nombreux drapeaux rouges et banderoles qu'ils brandissaient. Deux interventions ont été faites pour informer tous les travailleurs qui étaient aux fenêtres du motif important de notre manifestation et montrer que notre lutte n'était qu'un des aspects de la lutte des travailleurs contre le capital.

On a vu aussi un militant s'adressant aux manifestants et aux travailleurs au nom du P.C.M.L.F. expliquant que son organisation ne se laisserait pas intimider par les menées de la police et continuerait à lutter pour instaurer la dictature du prolétariat en France.

Les marxistes-léninistes ont fait à Aix la preuve de leur autonomie et ont prouvé concrètement que s'il y avait répression contre eux c'est qu'ils étaient en train de devenir une force (même si elle est naissante). Les travailleurs se sont montrés pour la plupart attentifs à nos interventions, d'autres ont marqué leur soutien en levant le poing et en chantant l'Internationale. Il faut évidemment être conscient que ce succès est dû à un travail de longue haleine et que nous n'avons nullement des conceptions de révolutionnaires itinérants.

Malgré le complot du silence de l'information bourgeoise les coups que nous porte le pouvoir ne passeront pas inaperçus.

Ils ne feront que convaincre de nombreux travailleurs que plus que jamais l'heure est à la lutte classe contre classe.

Plus la bourgeoisie nous frappera, plus nous nous renforcerons dans la lutte, plus la haine des masses populaires contre les exploités sera grande.

Rien n'empêchera le triomphe du marxisme-léninisme !

Le C.D.H.R. Georges Dimitrov,  
Aix-en-Provence.

### Oser lutter Savoir lutter Lutter

Malgré :

— la présence renforcée des C.R.S. et des flics en civil sur le marché,  
— la diminution des journaux vendus à cause de la répression (contrôle d'identité des acheteurs par les flics),

— l'arrestation d'une camarade qui diffusait des tracts la semaine précédente,

nous avons souligné la nécessité absolue de renforcer notre présence et notre propagande sur le marché. Pour faire face à cette nouvelle situation nous avons tiré le bilan de notre manque de préparation. Cette fois-ci nous avons organisé un service d'ordre important, divisé en équipes chargées de surveiller et protéger les groupes de diffuseurs (en effet la dernière fois, c'est parce que la camarade était restée isolée que nous ne nous sommes pas aperçus immédiatement de son arrestation, et nous n'avons pu intervenir en conséquence).

Toute la matinée nous avons lancé des mots d'ordre sur la fascisation, jusqu'au moment où un camarade a fait une prise de parole au « bigophone » sur les M.-L. arrêtés pour reconstitution du P.C.M.L.F. La détermination de tous les camarades qui s'étaient regroupés pour protéger l'intervenant a permis à celui-ci de se retirer.

Furieux, les C.R.S. qui s'avançaient pour l'arrêter, sont « intervenus » sur nous. Nous sommes restés résolument groupés scandant des mots d'ordre pour la libération des M.-L., et leur arachant violemment les camarades qu'ils essayaient de saisir. Les C.R.S. sont restés étonnés et même un peu panniqués devant notre résistance (l'un d'eux a même sorti son revolver, ce qui nous a permis de montrer encore mieux le vrai visage de la « démocratie bourgeoise ».)

Cette fois-ci la population du marché n'a pas pu faire autrement que de sortir de son habituelle indifférence. Si certains étaient franchement hostiles et très encouragés par les provocateurs, d'autres en revanche nous ont montré leur soutien en aidant d'une manière ou d'une autre les camarades poursuivis à coup de matraques. De toute façon, notre résistance victorieuse a eu un impact certain sur les travailleurs, puisque nous avons eu des échos dans les quartiers populaires de la ville.

A part quelques erreurs d'organisation que nous corrigerons la prochaine fois, le bilan est donc nettement positif. Jusqu'à présent nous avons parlé de résister aux flics ; cette fois-ci nous nous en sommes donné les moyens.

Face à la répression nous avons su lutter. Outre le fait que la détermination des camarades s'est trouvée renforcée, nous avons prouvé que la répression n'avait rien d'inéluctable.

En avant donc pour organiser la lutte.

Chaque riposte renforcera nos rangs.

Face à la répression, la lutte.

Les C.D.H.R., Aix-en-Provence

# A bas l'Etat des monopoles!

## LE FRONT DE LUTTE DU PAYS BASQUE EN LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION POLICIÈRE ET LA MONTÉE DU FASCISME

A la suite des arrestations et perquisitions du 18 février dernier, de l'inculpation de nos cinq camarades marxistes-léninistes, des réunions du front de lutte du Pays-Basque se sont tenues, pour étudier la situation.

Le Front, composé des organisations autonomistes basques, E.T.A. pour le Pays-Basque Sud, ENBATA pour le Pays-Basque Nord, le Parti socialiste, le P.S.U., les M.L. (Humanité Rouge), des jeunes de la « Voix prolétarienne » a discuté de l'illégalité comme de l'accentuation de la répression en France.

Nous ne reconnaissons pas comme légal, le fait d'interdire l'activité du Parti communiste marxiste-léniniste de France, dissout en juin 1968 en vertu d'un décret de 1936 sur la dissolution des ligues fascistes. Par conséquent, le Front considère que perquisitions, arrestations et inculpations sont l'expression d'un pouvoir apeuré par la montée des luttes populaires, l'expression de la violation de la constitution, qui garantit la liberté et le libre exercice des opinions politiques.

Le Front étant un organisme de lutte contre la répression, et en particulier en Pays-Basque, les arrestations et perquisitions de Pau et Bayonne, où une camarade fut gardée à vue 40 heures et interrogée 13 heures durant, devaient entraîner une riposte ferme contre ces mesures de fascisation.

D'autres nouvelles parvenaient. Un autonomiste basque, ECHABE, fut arrêté à Saint-Palais, puis battu, complètement déshabillé, pour avoir commis le « délit infâme » d'avoir voulu voir sa femme, en infraction d'une décision policière de vivre à 800 kilomètres de son foyer.

De plus, les traitements qu'il subit lors de son arrestation, rappelant les méthodes de la Gestapo, sont intolérables dans une soi-disant République. Le policier qui s'est rendu coupable de ces agissements et connu et devra rendre des comptes.

Le Front devenait solidaire de ces faits, comme des lourdes peines de prison ferme infligées à des jeunes militaires, pour avoir voulu exercer leur droit de citoyen.

Une réunion publique d'information se tint le 17 mars, au musée basque de Bayonne. Préparée par 5 000 tracts dans les usines, la population, les lycées. Mais au lycée de Biarritz, un car de police interdisait l'entrée, tels les sbires de Franco, donnant une image sœur de l'Espagne fasciste.

Le public de la réunion, nombreux, varié, jeune, discuta positivement après les exposés des militants du Front. Il approuva la liaison que proposait le Front, d'unir, dans notre action, la défense de toutes les victimes de la répression du pouvoir policier des monopoles. Les partisans s'élevèrent contre toutes les formes que prend la répression directe ou camouflée, dans les usines, l'université, l'armée, les droits politiques.

Les actions envisagées furent débattues dans un climat confiant, largement démocratique.

Echabé, ayant commencé en prison la grève de la faim, E.T.A. décida de la soutenir par une même grève, publique, susceptible de sensibiliser l'opinion et de durée illimitée. E.N.B.A.T.A. suivit, solidaire, et la grève commença le vendredi 20 mars, vers 19 heures, à la mairie de Bayonne.

Affolement des autorités qui alertèrent immédiatement la police. Le maire de Bayonne, F.G.S. aux dernières législatives, ainsi que des notables « très démocrates » quand il s'agit d'élections, protestèrent énergiquement contre cette occupation gênante pour leur conscience de « libéraux ».

Une dizaine de grévistes de la faim, furent embarqués de force dans les cars de police, jusqu'au commissariat où ils furent retenus une grande partie de la nuit. L'action des autonomistes se développa dans ce sens et leur nombre grossissant en fonction de la répression, une vingtaine de volontaires allèrent s'installer à l'intérieur de la cathédrale pour poursuivre la grève de la faim.

Les autres organisations du Front les soutinrent, tout en élargissant les formes d'action et les objectifs. Elles répondirent du tac au tac à l'escalade de la fascisation, en alertant la population, samedi 21 mars, par tracts et plusieurs prises de parole dans le centre de Bayonne, très animé ce jour-là. Un appel était lancé à suivre les consignes du Front contre la répression.

Celui-ci a décidé, avec le soutien des masses populaires, d'élargir son combat à la défense de tous les emprisonnés, Basques, marxistes-léninistes et jeunes soldats, en attendant d'être assez forts pour l'élargir au combat anti-monopoliste. C'est cela la voie juste.

Les Basques du Front de lutte en sont conscients, même s'ils sont prisonniers de préjugés qui les portent à concevoir des formes de lutte strictement autonomiste.

Mais en définitive, ces différentes formes de luttes vont permettre des actions de harcèlement en permanence, contre le pouvoir policier.

La lutte pour le droit, à tous les Basques, de vivre librement dans leur pays, qu'il soit au Sud ou au Nord.

La lutte pour le droit à l'indépendance du Pays-Basque, passe par l'unification de tous les exploités dans les usines, des expropriés dans les campagnes, des réprimés dans les universités, des persécutés politiques, tous secteurs du même pouvoir capitaliste des monopoles qui s'oppose, avec l'aide des notables locaux, aux droits des Basques au libre choix, comme aux droits les plus essentiels, de la majorité du peuple de France.

Lundi, 12 grévistes de la faim continuaient à l'intérieur de la cathédrale.

Toute la journée du dimanche des Rameaux, de nombreux catholiques, dont les jeunes de la J.O.C., ne chaient pas leur sympathie, et sont revenus lundi, en solidarité.

L'organisation en profitait pour tenir une conférence de presse au siège, rue des Cordeliers, pour ex-

pliquer à la presse les raisons de cette grève :

- libération d'Echabé ;
- autorisation à séjourner en Pays-Basque ;
- reconnaissance absolue à tous les Basques de vivre et travailler en Pays-Basque.

La presse se rendit à la cathédrale pour voir les grévistes. Il était 18 heures environ, 200 gardes mobiles, casqués, firent irruption dans la cathédrale, malgré les protestations du curé, et avec une sauvagerie inouïe, ils expulsèrent les 12 grévistes de la faim, qu'ils embarquèrent au commissariat. L'opération était menée sous la conduite du commissaire principal Tercq.

Rapidement, les policiers s'énerverent devant la réprobation des sympathisants et des curieux, nombreux à cette heure. Ils jouèrent de la crosse de leur arme et frappèrent avec brutalité hommes et femmes.

Une jeune femme enceinte fut frappée, ainsi qu'une autre jeune femme tenant son bébé dans les bras. Elles furent précipitées par terre, ainsi que le bébé : elles sont blessées. De nombreuses personnes furent ainsi victimes de cette sauvage répression et criaient leur indignation à cette soldadesque qui exprimait sa satisfaction. Un garde mobile s'exclama : « Ça fait du bien, ah ! au moins, ça soulage ».

De nombreux sympathisants et grévistes furent blessés, transportés à l'hôpital, d'autres ont pu regagner leur domicile avec des côtes cassées. La population a pu vérifier, à la lumière de ces faits, qui font du bruit à Bayonne et sûrement auront des échos profonds en Pays-Basque, ce qu'est la répression d'un pouvoir, qui sous la houlette d'un Marcellin et consort en optant pour la matraque, ont opté pour le fascisme. Même le curé et les vicaires ont publié un communiqué qui démontre, que malgré leurs belles paroles, le pouvoir ne s'embarrasse pas pour violer les lieux saints.

Aujourd'hui mardi, les Basques ont occupé à nouveau la cathédrale pour poursuivre la grève de la faim.

Union contre l'Etat policier !  
Union contre la fascisation !  
Tous ensemble, nous vaincrons.

Correspondant H. R.

### LILLE : HALTE A LA REPRESSION

Quatre jeunes travailleurs, sympathisants Huma Rouge, rentraient chez eux, samedi soir, vers 1 heure du matin. Brusquement, parce qu'ils parlaient politique, un inspecteur de police en civil les agresse et lâche son chien (un berger allemand) sur un des jeunes gens, lui attrape la jambe et le flanque par terre. Les trois autres, tentant de prendre sa défense, se font embarquer par des C.R.S. qui passaient par là (comme par hasard).

Après avoir bien laissé le chien « s'amuser » sur le quatrième camarade, ils l'embarquent aussi.

— 1 heure du matin, au commissariat central :

Une trentaine de flics se mettent à les insulter d'homosexuels, d'ivrognes, de drogués. Nos camarades, indignés, demandent une prise de sang, mais pour toute réponse « un passage à tabac » en règle, chacun son tour, comme à la foire.

Bilan :

- Côtes enfoncées ;
  - nez cassé ;
  - parties génitales molestées ;
  - et des bleus sur tout le corps.
- 3 heures du matin, dans une cellule :

Ils rencontrent le quatrième camarade qui a la jambe en sang et qui vomit. Ils demandent pour qu'il soit conduit à l'hôpital (il ne le sera qu'à 6 heures), les gardiens finissent leur belote.

— 8 heures du matin, devant le commissaire frais et rose qui vient de passer une bonne nuit, lui :

Il leur donne un bon conseil avant de les libérer : « Laissez tomber, ça vaut mieux pour vous ». Mais pas question, à peine sorti, ils préviennent les militants révolutionnaires et leurs demandent appui, puis prennent un avocat pour attenter un procès.

Les salopards qui les ont tabassés, s'ils croyaient les intimider, se sont bien gourrés, car ça ne fait que renforcer leur haine de la police du « grand capital » et leur désir de combattre.

Si les flics s'intéressent de plus en plus aux méthodes nazis, la classe ouvrière s'intéresse de plus en plus au marxisme-léninisme, et gare à la revanche quand tous les pauvres et les exploités s'y mettront.

Vive le socialisme.

C.H.R. Lille.



Un exemple à suivre : une prise de parole sur un marché.

# TRAVAIL PROLONGÉ, ACTION DE MASSE ET VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

L'agitation désordonnée de certains petits groupes anarchisants a fait naître depuis plusieurs mois des discussions passionnées — et le plus souvent stériles — sur le problème de la violence. Passionnées parce que certains ont tendance à voir, non sans raison, dans l'attitude vis-à-vis de la violence une ligne de démarcation entre partisans et ennemis de la révolution. Stériles parce que le problème de la violence est posé abstraitement sans qu'il soit précédé d'une analyse sérieuse de la période actuelle. Dans ces discussions, de nombreuses notions sont confusément mélangées parce qu'elles ne sont pas rapportées à une *stratégie et une tactique de parti*. Il faut donc rappeler l'appréciation que nous faisons de la période actuelle avant d'aborder directement le problème.

## La révolution est possible, nécessaire, inévitable

L'éditorialiste de *L'Humanité Rouge* s'est fait copieusement critiqué pour avoir écrit dans deux numéros différents, d'une part que « la révolution était à l'ordre du jour » et d'autre part que « la révolution n'était pas imminente ». La « contradiction » que certains voient entre ces deux affirmations ne résiste pas, comme on va le voir, à une analyse élémentaire.

La lettre en 25 points caractérise notre époque comme celle de l'effondrement inéluctable de l'impérialisme. Lénine déjà qui voyait dans l'étape impérialiste du capitalisme l'antichambre du socialisme, annonçait que la révolution d'Octobre faisait entrer le monde dans l'époque des révolutions prolétariennes. La suite des événements, malgré des à-coups historiques, n'a fait que confirmer cette thèse. Aujourd'hui, la crise de l'impérialisme et du social-impérialisme ne cesse de s'approfondir et notre propre impérialisme est loin d'être épargné : le printemps révolutionnaire de Mai 1968, l'immense élan du prolétariat qu'il y eut alors ont confirmé cette thèse fondamentale des marxistes-léninistes : la révolution est actuelle, la révolution est à l'ordre du jour.

Peut-on dire pour autant qu'aujourd'hui la révolution est imminente en France ? Lénine a défini les critères généraux pour caractériser une période révolutionnaire. (voir *La Maladie infantile*, p. 91 des Ed. Sociales). Sans confronter dans le détail tous ces critères à la situation actuelle, il suffit de s'arrêter un instant sur celui qui est le plus important, à savoir « qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie ». Or, aujourd'hui, le courant révolutionnaire dans la classe ouvrière est systématiquement freiné par les efforts des directions révisionnistes pour démobiliser les masses. Leur influence politique et idéologique qui s'exprime notamment dans la confiance que des dizaines de milliers de travailleurs continuent d'accorder vaillamment à leurs organisations décrépites doit d'abord être sérieusement bousculée, largement liquidée dans les rangs au moins des ouvriers les plus avancés pour que l'on puisse croire au succès de la révolution. Car il ne suffit même pas d'être en période révolutionnaire pour que la révolution soit vraiment imminente, encore faut-il qu'on se soit assuré les moyens nécessaires à la victoire. Parlant de l'imminence d'une révolution, Lénine écrit : « L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, faire même un premier pas vers la victoire serait impossible ». Un parti révolutionnaire profondément lié au moins à la fraction la plus avancée des prolétaires est donc une condition préalable qui, pour l'instant, reconnaissons-le, n'existe pas. Nous savons bien que c'est au travers des luttes de masse

qu'il est capable de mener ou d'impulser, au travers des crises qui secouent l'ordre capitaliste que le parti se forge ; mais il s'édifie aussi par un travail prolongé, patient et systématique auprès des masses exploitées. Nous en sommes encore au balbutiement dans l'accomplissement de ces tâches ; quelle que soit notre impatience de faire la révolution, nous ne pouvons pas les esquiver, même si nous savons que ce processus d'édification du parti n'est pas un processus linéaire mais qu'il est au contraire inégal dans les lieux et dans le temps, et que par conséquent le mûrissement de la crise sociale en France peut activer son développement.

Ce qui est imminent, ce n'est donc pas tant la révolution que le prolétariat ne pourra faire que lorsqu'il aura su se donner toutes les armes nécessaires, que de nouvelles luttes de grande ampleur dans lesquelles l'avant-garde marxiste-léniniste devra se tremper afin de pouvoir orienter réellement (et non pas seulement dans des paroles creuses de petits-bourgeois impatientes) le développement des luttes vers la prise du pouvoir central.

## La violence et les masses

Arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme, lui rendre confiance en l'organisant voilà notre tâche principale, essentielle, sans commune mesure avec cette deuxième tâche qui consiste à lancer, dans le même temps les premières bases du Front Uni révolutionnaire du peuple. Lier des liens étroits avec la fraction avancée du prolétariat, voici donc l'objectif qui doit nous servir de boussole lorsque nous abordons n'importe quelle question. La question de la « violence » ne saurait donc échapper à cette règle.

Il faut commencer par écarter résolument les conceptions opportunistes de droite qui consistent à nier la nécessité des luttes de masse et des actions politiques, opposant maladroitement l'action prolongée dans les masses à l'utilisation intelligente de chaque conjoncture politique ou économique par le développement d'un certain nombre d'actions qui visent à élever le niveau de conscience des travailleurs. Une telle position qui a en fait ses racines dans le révisionnisme moderne, ne se justifie même pas par une surestimation erronée du danger fasciste et du degré de fascisation de l'appareil d'Etat car, le fait même d'être à la veille d'une victoire du fascisme dans notre pays, ce qui est loin d'être le cas, ne devrait pas nous inciter à relâcher nos coups contre l'ennemi de classe mais, au contraire, à prendre résolument l'offensive en développant contre le fascisme toutes sortes de manifestations populaires (quitte à adopter, mais seulement sur le plan des mots d'ordre, une attitude tactiquement défensive, en retrait par rapport à l'ensemble de nos mots d'ordre). En fait, cette position se justifie surtout par une interprétation opportuniste du principe de conservation de ses forces et de destruction de celles de l'ennemi. En effet, conserver ses forces, cela ne veut pas dire les mettre dans un cocon, à l'écart de toute agitation extérieure, mais bien chercher à les renforcer en les trempant, d'une manière non-aventuriste et adaptée à nos moyens dans le feu de la lutte des classes et des actions politiques. Il s'agit là du pendant indispensable du travail prolongé de propagande et d'agitation auprès des travailleurs. Ceux-ci en effet, ne jugent pas seulement sur les paroles, et ils ont raison, mais sur les actes. Il faut discuter longtemps pour gagner leur confiance, mais ensuite, chaque fois que c'est possible, il faut agir vite et bien pour gagner leur appui de masse. Cela veut dire entre autres que, quelles que soient les chances de succès ou d'échecs d'une action voulue et engagée spontanément par

les travailleurs, quels que soient aussi leurs aspects négatifs, les marxistes-léninistes doivent s'y engager résolument, s'efforcer de prendre la tête du mouvement et de le diriger vers des objectifs justes, mais aussi savoir accepter de se faire réprimer avec les masses lorsque l'action était inopportune, même s'ils l'avaient prévu et prédit. Ce faisant, on ne perd pas des forces mais au contraire on en gagne.

Les opportunistes de gauche, eux, ne voient pas les choses comme ça. Certains d'entre eux, considérant que la révolution est imminente, posent dès à présent, au travers d'actions dites de « partisans », la question de l'armement du prolétariat, ignorant que l'armement par les armes ne peut venir qu'après celui par les idées et les buts politiques. Nous pensons en effet qu'il est faux de croire que dans la période actuelle la seule force de l'ennemi de classe soit celle de son armée et de sa police. Si l'idéologie bourgeoise infiltrée dans le Mouvement Ouvrier sous la forme du révisionnisme moderne, n'était pas encore dominante dans la classe ouvrière et le peuple, il est certain en effet que l'Etat bourgeois, quelle que soit la force apparente de ses flics, serait très vite balayé. Mais malheureusement ce n'est pas le cas. La pensée des travailleurs est encore largement imprégnée des idées colportées par la bourgeoisie ; leur volonté de lutte, de plus en plus indiscutable, ne permet pas d'induire qu'ils sont déjà gagnés à la cause révolutionnaire. Dans de telles conditions, il est absurde et inefficace de vouloir sauter les étapes.

1) La lutte armée ne peut être que l'aboutissement (et non pas l'étincelle) d'un long processus d'élévation du niveau de conscience des masses et d'approfondissement des antagonismes de classe dans la société. La lettre en 25 points précise : « Au cas où les impérialistes et leurs laquais recourraient à la répression armée, ils (les partis prolétariens) doivent vaincre les forces armées contre-révolutionnaires avec des forces armées révolutionnaires ». Cela ne signifie pas que l'usage de la violence révolutionnaire sur une grande échelle par les masses doit être nécessairement défensif mais surtout qu'il faut d'abord qu'un certain nombre de conditions (en particulier la préparation idéologique des masses au travers notamment de l'expérience vécue de la répression violente) soient créées pour que l'usage des armes soit rendu possible et nécessaire. Rappelons-nous cet enseignement de Mao : « La guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires : on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles ».

2) Nous avons dit, et nous le répétons, que nous réprouvons les commandos de style guévariste. L'idée guévariste (qui a d'ailleurs ses racines dans le populisme et l'économisme russe) selon laquelle l'exemple de petits groupes armés agissant contre des points sensibles de l'appareil répressif ou économique de la bourgeoisie peut susciter l'éveil de la conscience des masses est une absurdité. Il s'agit, à la rigueur, d'une interprétation mécanique de ce que dit Mao sur l'étincelle qui peut mettre le feu à toute la plaine, oubliant qu'il faut d'abord s'assurer que la plaine est bien totalement desséchée, ce qui veut dire en clair que toutes les conditions sont réunies pour engager la lutte décisive. Mais alors, il ne s'agit plus de l'action de petits groupes isolés mais bien de l'action organisée de fractions entières du prolétariat et du peuple, de cette « armée prolétarienne invincible » dont parle Lénine. Précisons d'ailleurs que lorsque nous désapprouvons tel ou tel commando coupé des masses contre tel ou tel commissariat, nous émettons seulement un avis sur l'opportunité de ces actions et non pas sur leur contenu. Comment en effet ne pourrions-nous pas nous réjouir

intérieurement de voir flamber un commissariat ? Malheureusement, le problème n'est pas là ; ce qui est en jeu, ce sont les conséquences immédiates de ces actions qui, elles, ne vont que rarement dans le sens de nos objectifs. En effet, dans le cas même où elles sont appréciées par certains travailleurs, elles ne suffisent pas, il s'en faut, à les convaincre de prendre part à la lutte.

3) Pour cela, bien plus que leur sympathie, il faut leur participation effective à une lutte violente ou non-violente. Rien ne saurait égaler l'expérience directe et vécue de la lutte pour élever le niveau de conscience des masses. Nous pensons d'ailleurs que ne sont véritablement *exemplaires* que les actions qui ont véritablement un caractère de masse : la résistance violente des étudiants de Nanterre aux flics, la séquestration de tel patron, la lutte contre les flics par des ouvriers qui occupent leur usine, l'attaque par les travailleurs-mêmes d'un foyer d'immigrés du bureau de leur exploiteur, etc...

4) Cela dit, nous ne pensons pas qu'il faut bannir systématiquement, dans la période actuelle, toutes les actions dites de commandos. Celles dont nous ne voulons pas, c'est celles qui, par leur répétition machinale et incohérente, n'ont finalement pour seul résultat que de dévoiler l'impuissance de leurs auteurs à mobiliser vraiment les masses. Il est juste, lors d'une journée anti-impérialiste par exemple, de s'attaquer à une officine yankee ou autre, mais le point important, et c'est là que nous nous démarquons radicalement des ultragauches bavards et impuissants, c'est que ce genre d'actions ne peut en aucun cas servir à remplacer la mobilisation des masses elles-mêmes ; elles ne peuvent à la rigueur que servir à ponctuer cette mobilisation, de par leur caractère spectaculaire qui permet d'exprimer rapidement devant les masses une idée-force.

5) En ce qui concerne la tendance de certains à s'attaquer physiquement chaque fois qu'ils le peuvent aux révisionnistes à cause de leur ligne contre-révolutionnaire, nous tenons à rappeler qu'il faut surtout utiliser à leur égard aujourd'hui une violence défensive. En effet, ce qui est important en la matière, ce n'est pas tant la liquidation physique des contre-révolutionnaires qui, ne craignent rien, viendra en son temps, mais la possibilité de continuer coûte que coûte notre *offensive politique* pour arracher la masse à l'influence du révisionnisme moderne.

6) Un dernier point mérite d'être signalé en ce qui concerne la riposte aux provocations des groupes fascistes.

Le danger fasciste est une constante de l'impérialisme en déclin soumis à la pression des luttes populaires grandissantes. C'est là un enseignement important de la lettre en 25 points. En France, le danger fasciste se concrétise par une série de mesures qui sont prises par la bourgeoisie et qui ne font, dans un premier temps, que préparer la voie au fascisme (décrets de dissolution des groupes révolutionnaires, projet de régionalisation refusé par référendum mais bientôt repris par le parlement, renforcement pléthorique des effectifs de police, création d'une armée de métier, etc.) Ce processus que Dimitrov avait déjà décrit et que nous appelons fascisation n'est pas assimilable à la simple répression qui est une constante, à des degrés divers, de toute dictature bourgeoise. Il ne signifie pas non plus que le fascisme est inéluctable ni même que la bourgeoisie est sur le point de choisir le fascisme contre la démocratie bourgeoise. Il implique seulement que le parti révolutionnaire s'efforce d'accomplir le plus vite possible ses tâches historiques, d'organiser l'avant-garde prolétarienne et de mobiliser

(suite page 10).

Une contribution de nos camarades de Marseille :

# La "Cause du Peuple" ou la cause sans peuple?

Nous publions ci-dessous une contribution de nos camarades de Marseille à l'analyse de la « Gauche Proletarienne ». Le texte date de décembre 1969. Nos camarades nous ont fourni un nouvel exemplaire, le précédent ayant été pris par la police lors d'une perquisition du 18 février dernier.

Face à la confusion qui règne au sein du mouvement révolutionnaire, il nous paraît indispensable d'entamer le débat et d'essayer de déterminer si tel ou tel courant agit selon les principes du marxisme-léninisme ou non. Et, puisqu'on ne peut pas juger quelqu'un sur ce qu'il pense de lui-même, il nous importe peu qu'un courant déclare tout haut son attachement au marxisme-léninisme. Ce qui est plus important, c'est de voir à quel point un tel courant a déformé le marxisme-léninisme et à quel degré ses déclarations de principe sont en opposition avec sa pratique.

## 1) Que fait la G. P. ?

La situation de LA GAUCHE PROLETARIENNE est particulière. On constate de plus en plus une dissociation entre la prétention de ses militants d'être marxistes-léninistes et leurs méthodes d'action fondamentalement anti-marxistes.

Avant d'analyser ce phénomène, nous allons examiner quelques exemples concrets qui se sont passés à MARSEILLE.

A CODER, après le reflux de la lutte menée en Juin, les militants de la CAUSE DU PEUPLE viennent à la veille des vacances d'été pour faire un « chaulage » sur les murs de l'usine. Le gardien, épaulé des délégués C.G.T. et des contremaitres, sort pour les empêcher de continuer et il y a bagarre entre ceux-ci et les « gauches » qui s'étaient munis de matraques entre temps. C'est alors que « la résistance des militants conduit un contremaitre réviso à l'hôpital ; mais les camarades avaient sous-estimé la force que constituait un front uni de la maîtrise et des révisos dirigé par le patron. » (C.D.P. 11).

En fait, les ouvriers de l'usine restent totalement en dehors de cette action qui se passe uniquement entre la GAUCHE PROLETARIENNE et les flics des patrons.

Après cette glorieuse bataille où l'on montrait aux ouvriers que l'autorité des bonzes syndicaux peut être balayée et qu'on a raison de se révolter, les ouvriers avaient tellement bien compris que le lendemain les étudiants du C.A. étaient reçus avec des coups de pied et qu'aucun ouvrier de CODER ne voulait plus y participer.

De la même manière, la G.P. vient de mener une campagne contre l'expulsion d'un travailleur immigré à TOURCOING. Pour populariser sa campagne contre cette expulsion, elle vient sur un bidonville — LA CAYOLLE — où elle ne connaissait pratiquement personne, pour appeler les travailleurs immigrés à un meeting devant le commissariat de police du quartier.

Bien sûr, quelques rares badauds viennent voir, mais, par contre, le lendemain, la police procède à des vérifications d'identité et aux interrogatoires de quelques habitants du bidonville.

« Si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité des ouvriers, la révolution est impossible ; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène et jamais la seule propagande. »

(LENINE « La maladie infantile du communisme le « gauchisme »).

Cette thèse importante du marxisme-léninisme, les « missionnaires » de la CAUSE DU PEUPLE semblent l'avoir oubliée. En fait, leur principale méthode d'action consiste en des « opérations-éclair » d'un petit groupe vers un milieu où — pensent-ils — « la lutte anti-autoritaire est déjà mûre ». Et, dans la plupart des cas, ce petit groupe se voit obligé de se retirer sous le feu de la répression aussi isolé qu'à son arrivée. Pensent-ils ainsi représenter la cause du peuple ? Ou bien ne sont-ils en réalité qu'une « cause sans peuple ? ».

LA GAUCHE PROLETARIENNE demande aux immigrés de se révolter contre l'autorité des flics, mais la cause sans peuple se heurte seule à cette autorité, car ce qui a fait son temps pour les militants de la G.P. n'a pas encore fait son temps pour les travailleurs immigrés, isolés des travailleurs français, n'ayant jamais engagé une bataille, même contre le vol le plus élémentaire des patrons.

Comment peut-on alors leur demander d'affronter les flics ? Sans défense parce que non encore organisés, ils risquent au pire l'expulsion. Au mieux, ils sont exposés à perdre leur travail, qui leur permet de faire vivre les familles restées au pays et qui est leur seul moyen de ne pas être illégaux dans la légalité bourgeoise.

Ou bien alors, est-ce que la CAUSE DU PEUPLE pense réellement pouvoir les défendre, seule contre tout l'appareil de répression, en disant qu'« on apprend à faire la guerre en la faisant ? ».

## 2) Que dit la G. P. ?

Que disent-ils au peuple les militants de LA CAUSE DU PEUPLE ?

Messieurs « LA CAUSE DU PEUPLE » considèrent que la société bourgeoise est actuellement ébranlée par l'essor d'une révolte populaire contre les autorités qui maintiennent le règne de la bourgeoisie, que cette lutte est axée aussi bien contre les autorités universitaires que contre les autorités dans les usines, celles de la campagne... jusqu'à celles de la police...

Cette lutte, d'après la C.D.P., permet aux masses de saisir spontanément le marxisme-léninisme. Nous sommes dans une époque de « révolutionnarisation spontanée des masses ».

Aussi, la G.P. est-elle en mesure d'adresser des mises en garde à l'ennemi qui tremble :

« Patrons, directeurs, gouvernement, cumulards, gradés, faites gaffe à vos os, pour l'instant vous avez pu diviser toutes les luttes avec l'aide des syndicats.

« Mais, de plus en plus, les ouvriers, les étudiants et lycéens, les paysans, les petits commerçants et artisans et le contingent unissent leurs luttes avec la volonté d'aller jusqu'au bout et de vaincre. Et quand nous le voudrons, tous unis, on vous séquestrera, on vous crachera dans la gueule et on vous pendra ; par les pieds d'abord ; et si vous n'avez pas compris, par le cou ».

Et, avec ça, la C.D.P. considère qu'elle a suffisamment armé le peuple pour la révolution. Il suffit donc de s'attaquer devant le peuple aux autorités et les masses se révolteront.

Pour illustrer cette conception, la G.P. a mené une campagne sur la mort de Gabrielle RUSSIER, en la considérant comme héroïne de la lutte anti-autoritaire.

Cette professeur, après avoir eu des relations avec l'un de ses élèves d'un lycée de MARSEILLE, est accusée par la justice bourgeoise, sur la requête du père de l'élève. Elle est condamnée à 13 mois de prison. Après avoir subi de multiples pressions de part et d'autres, elle se suicide.

Pour la G.P., Gabrielle RUSSIER a brisé le respect de l'autorité du savoir ; elle a brisé cette façade hiérarchique qui sépare les étudiants des professeurs, car « MAI 68 est passé par là ».

« C'est que, depuis MAI 68, le respect pour les autorités a été sérieusement ébranlé.

« En Mai, toutes les façades ont crevé, les ficelles sont dévoilées par les lycéens qui se révoltent contre l'enseignement coupé de la vie dont on les gave. Ils osent prendre la parole, demander des comptes.

« Ils détruisent tout l'appareil de répression de l'administration qui céda comme un château de cartes devant la révolte des masses. Les lycéens ne l'oublieront pas. Ils ne se laisseront plus impressionner par les AUTORITES.

« Car le respect pour les autorités est un des ressorts de notre société...

« Quand les étudiants, les lycéens révèlent que le savoir c'est du vent, que l'autorité des profs c'est un pavant, la BOURGEOISIE A PEUR.

Or, depuis MAI, l'agitation dans les lycées se continue et le pouvoir de la bourgeoisie est devenu si fragile qu'elle ne peut pas se permettre qu'un prof, un des piliers de son pouvoir, passe à l'ennemi ».

(C.D.P. MARSEILLE).

Donc, à écouter la C.D.P., on a l'impression que la révolution est à nos portes, que l'appareil de répression a déjà été détruit en Mai, que les étudiants savent prendre la parole. Alors c'est fini, il ne reste plus qu'à séquestrer tous les patrons.

Mais il n'en reste pas moins juste que l'appareil de répression est encore à l'Université, qu'il touche d'ailleurs principalement les militants de la G.P. qui, le plus souvent, malgré leurs appels à la population, restent isolés.

## 3) Contre l'infantilisme anti-autoritaire, c'est la dictature de l'exploitation bourgeoise qu'il faut combattre !

En fait, que les ouvriers ne se laissent plus « impressionner » par l'autorité du contremaitre ou du patron, qu'il en soit de même pour les lycéens, cela ne veut pas dire que la lutte de la classe ouvrière a atteint un stade suprême. La tâche fondamentale de l'avant-garde révolutionnaire est d'arriver à impulser une prise de conscience de la classe ouvrière (en tant que classe) de l'exploitation exercée par l'ensemble de la classe capitaliste. Cette prise de conscience est la base de l'unité de lutte de la classe ouvrière dans un mouvement politique général où elle rallie à elle toutes les couches opprimées par les monopoles du capitalisme moderne, contre le pouvoir central de l'Etat qui garantit l'exploitation.

Le terrain fondamental de la lutte révolutionnaire est donc cette lutte de classe fondée sur des rapports d'exploitation et c'est la généralisation de cette exploitation qui donne le sens de l'unité de la classe ouvrière avec les couches opprimées dans la lutte révolutionnaire.

La G.P. a trouvé un autre terrain d'unité : la contestation des autorités dans les usines, les facultés et les lycées.

Mais on est en droit de se demander si l'« autorité » en général ça existe.

De tout temps, l'autorité est apparue dans les conflits comme résultat d'un rapport de forces déterminé :

— la bourgeoisie triomphante exerçait son autorité dans tous les domaines ;

— le prolétariat exercera son autorité radicale et ferme contre la bourgeoisie.

En réalité, pour masquer le caractère irrationnel et oppresseur de la domination capitaliste, la bourgeoisie utilise son autorité idéologique pour tenter de placer un certain nombre de concepts au-dessus des classes :

— la Justice, alors que la bourgeoisie est exploiteuse ;

— l'Etat, alors qu'il est son moyen de répression ;

— la Paix, alors qu'elle est à l'origine de toutes les guerres faites par les bourgeois ;

— l'Art, alors qu'il est utilisé à son service ;

— le Droit à la Propriété, alors que la propriété c'est du vol ;

— les Professeurs, alors qu'ils sont les porte-paroles de ses valeurs...

L'autorité idéologique joue donc un rôle important dans le règne de la bourgeoisie. Mais, de là à conclure qu'il suffit de la briser par des démonstrations devant les masses « pour que la révolution arrive » il n'y a rien qui puisse être plus anti-matérialiste !

C'est que la destruction de cette idéologie est la fin et le dernier pas dans l'accomplissement révolutionnaire et non son début. Il est certain que la répression idéologique arrive à être ressentie dans certains milieux, qu'elle devient un véritable thème de soulèvement et d'agitation, mais l'idéologie bourgeoise pénètre plus profondément l'ensemble de la population par la force de l'habitude des siècles et il est vain de croire que la simple propagande est capable de la briser.

Si donc la contestation de l'autorité peut représenter dans certains cas un thème important d'agitation, si la répression idéologique exercée par la classe bourgeoise est l'un des moyens d'action pour faire éclater une révolte, il est évident que cette lutte anti-autoritaire ne peut jamais devenir un objectif révolutionnaire à long terme, qu'elle ne peut que diviser la lutte par secteurs, suivant l'autorité spécifique sur place ; autorité des professeurs dans les lycées et les facultés, des contremaitres et des patrons de telle ou telle usine.

Mais des professeurs non autoritaires, ça existe !

Un patron démagogique aussi.

La lutte anti-autoritaire n'est qu'une rivière par rapport à ce grand océan qu'est la généralisation du mouvement révolutionnaire sur la base de la lutte contre l'exploitation : or la lutte anti-autoritaire ne peut jamais être cet océan.

Car, messieurs de la GAUCHE PROLETARIENNE, la lutte des étudiants contre l'autorité du prof X en tant qu'objectif peut bien aboutir sans aucun rapport avec la lutte des ouvriers d'une usine contre l'autorité du patron Y. Et puis si on a affaire à une bourgeoisie libérale, que devient votre lutte anti-autoritaire ? Le capitalisme le mieux assis c'est celui qui a l'apparence la plus libérale envers ses « prolétaires » le voici bien portant en SUEDE.

Pour la « Gauche », la lutte anti-autoritaire est un facteur de désagrégation interne de la force de la bourgeoisie. On arrive à croire qu'il suffit de dénoncer chez les flics gardiens de prison les « rapports hié-

(suite page 10).

(suite de la page 8).

**LA VIOLENCE ET LES MASSES  
LA REVOLUTION EST POSSIBLE,  
NECESSAIRE, INEVITABLE**

les masses pour dissuader la bourgeoisie de recourir au fascisme. Il n'implique donc pas de notre part une attitude défensive ou déjà soumise à l'avènement du fascisme. Bien au contraire, il nous force à prendre les devants en engageant l'offensive contre l'ennemi de classe et en mettant en avant l'objectif de prise du pouvoir par le prolétariat.

Dans le cas précis des provocations perpétrées par des petits groupes fascistes manipulés par la bourgeoisie, il est indispensable d'appliquer le principe : « Pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule ». En l'occurrence, ce qu'il faut viser, c'est de persuader les masses que le terrorisme fasciste ne restera pas impuni, mais aussi les fascistes eux-mêmes afin qu'à l'avenir ils nous craignent comme la peste et réfléchissent à deux fois avant de nous attaquer. Mais là encore, la mobilisation des masses contre ce danger qui peut à la rigueur être apparemment remplacée par l'action de petits groupes dans une période où le fascisme est encore en gestation, ne peut en aucun cas être négligée par nous dans la mesure où nous savons que, sans cela, les fascistes,

bien loin de s'affaiblir, iront en se renforçant.

La conclusion à laquelle nous arrivons maintenant, c'est qu'en fait le problème de la violence n'est pas un problème en soi, mais qu'il se rapporte à celui-ci : quelles luttes devons-nous mener, sous quelle forme et avec qui pour parvenir à nos objectifs tactiques et stratégiques. Dès que l'on oublie ces objectifs, notamment l'organisation de l'avant-garde prolétarienne, on tombe dans des théories fumeuses qui ont pour conséquence des actions inopportunes. La question n'est donc pas aujourd'hui : action violente ou action non-violente, ce qui n'a pas grand sens dans les conditions de la brutale oppression de la bourgeoisie, mais bien : action opportune ou action inopportune. Les premières peuvent avoir l'appui et la participation des masses, les secondes n'obtiennent que rarement une sympathie sans grand enthousiasme. N'oublions pas que ce ne sont pas nos désirs subjectifs qui doivent déterminer nos actions, mais des nécessités objectives. N'oublions pas non plus que ce qui doit nous tenir le plus à cœur dans la période actuelle, c'est l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, leur compréhension de la nécessité de s'organiser pour faire la révolution. Si ce que nous faisons ne va pas dans ce sens, il est tout à fait inutile de le faire.

FABIEN.

**Cause du Peuple (suite de la p. 9)**

rarchiques existant entre commissaires et flics » pour semer la panique dans les rangs de l'ennemi ! (C.D.P. 11). Ensuite, il va falloir dénoncer ces rapports hiérarchiques entre secrétaire général et ministre, ministre et premier ministre, premier ministre et président de la République, et l'appareil commence à sauter.

La Gauche Prolétarienne n'a plus qu'à réveiller les masses sur les rapports de hiérarchie et voilà la révolte populaire d'une part et la désagrégation de l'ennemi d'autre part.

Mais où est-ce que la CAUSE DU PEUPLE décèle le spectre de l'anti-autoritarisme dans cette « révolte populaire ? »

Que les paysans se révoltent contre le plan MANSCHOLT, le despotisme de M. MANSCHOLT n'y est pour rien, c'est l'Etat bourgeois qui est en cause.

Que les paysans, écrasés par les impôts, séquestrent M. Olivier GUICHARD, son autoritarisme n'y est pour rien, ils veulent obliger l'Etat à les écouter.

Que les étudiants attaquent le décret Boulin-Guichard, leur lutte est contre la sélection, contre l'Etat bourgeois.

Si les ouvriers de l'E.D.F. font grève, ce n'est pas pour se venger de Monsieur le P.D.G. en le laissant sans lumière qu'ils coupent le courant...

L'axe de toutes ces luttes, c'est l'offensive contre l'Etat bourgeois, contre son pouvoir central qui garantit l'exploitation et l'oppression de classe.

**4) La révolution est l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes**

Ce que les Gauches ont oublié, ce sont les points suivants :

1) Que la lutte contre les autorités n'est qu'une lutte parcellaire, qu'elle ne peut jamais souder l'unité des luttes dans une révolte populaire généralisée, que cette révolte populaire au stade où on est n'existe que dans leur imagination.

2) Que la lutte contre les autorités n'est qu'un domaine d'intervention dans l'agitation dans un milieu bien déterminé et pas dans tous les milieux, que cette lutte contre un des

aspects de l'idéologie dominante : la répression idéologique ne peut être un but en soi et qu'elle doit uniquement conduire les masses à comprendre son rôle dans le maintien de l'exploitation.

3) Que la lutte contre l'idéologie dominante ne peut jamais se faire par la seule propagande ; c'est-à-dire par des sermons aux portes des usines, mais qu'elle doit être découverte par les masses dans leur expérience pratique dans le combat anti-capitaliste, c'est dans ces combats que se situe le rôle de la propagande.

4) Que la lutte contre l'idéologie ne peut jamais aboutir à la révolution ! La théorie qui consiste à changer la mentalité des ouvriers pour faire la révolution est erronée. Mais les gauches sont bien idéalistes ! On est à l'époque de la révolution culturelle, pourquoi ne pas la faire en France, ensuite on détruira le pouvoir ! Mais le pouvoir de la bourgeoisie est garanti par les fusils et par la force de l'habitude !

5) Que l'axe fondamental de la lutte révolutionnaire est dirigé contre la classe bourgeoise tout entière et contre son pouvoir : l'Etat central. Que seule la disparition du support matériel de l'idéologie bourgeoise permet la disparition de cette idéologie, que la révolution ne peut se faire qu'après la succession d'actions pratiques des masses où elles découvrent leur ennemi : non l'autorité de tel ou tel, mais le pouvoir central de l'Etat et que :

« Quand il s'agit de l'action pratique des masses, de la destruction d'armées fortes de millions, de la répartition de toutes les forces de classe d'une société donnée, en vue du combat final et décisif, on ne fera rien avec les seules méthodes de propagandes, avec la seule répétition des vérités du communisme pur ».

(LENINE « Le Gauchisme »).

En fait, c'est cette expérience politique des masses dans la lutte contre l'exploitation qui permettra :

1) La généralisation du mouvement à l'ensemble des exploités.

2) La découverte de l'Etat central comme objectif d'assaut final.

« Ce n'est point — disait Marx à propos de la Révolution de 1948 — par ses conquêtes tragi-comiques im-

**Un exemple à suivre  
pour le soutien à l'«H.R.»**

Camarades d'H.R.,

Le C.D.H.R. de Rennes, conscient de certains manques, quant au soutien militant à apporter à H.R., prennent dès maintenant des décisions pour faire un bond en avant.

Que H.R. sache d'abord notre enthousiasme à l'annonce des projets de passage à 16 pages — si tout le monde s'y met — et de la vente de masse d'un numéro spécial au 1<sup>er</sup> mai. Tous les camarades ont compris la nécessité de se battre, de passer à l'offensive, pour gagner cette bataille, dans cette période où pouvoir et révisos s'aquouinent pour faire disparaître notre journal, et où les marxistes-léninistes se font arrêter, perquisitionner, emprisonner. Les projets répondent au mot d'ordre de Dimitrov, à propos de la lutte contre la fascisation : « A bas l'attentisme ! ».

Nous avons décidé de lancer, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, une grande campagne de soutien à H.R.

Pour le soutien financier : nous lançons les mots d'ordre : « Pour un numéro de 24 pages le 1<sup>er</sup> mai ! Pour les 15 millions permettant un 16 pages permanent ! ».

Ceci expliqué politiquement, systématiquement par un texte des C.D.H.R., à tous les camarades, sympathisants et lec-

teurs, en le reliant à la bataille engagée contre pouvoir et révisos par notre journal, et à l'offensive pour exiger la libération des marxistes-léninistes. « Objectif de 150 000 AF, à Rennes avant le 1<sup>er</sup> mai ! ».

le plus important à H.R. restant bien entendu sa diffusion ; dès maintenant, et afin de préparer une formidable vente de masse de H.R. le 1<sup>er</sup> mai, nous allons couvrir d'autres points de vente, augmenter le porte à porte et créer de nouveaux C.D.H.R.. Pour le 1<sup>er</sup> mai, toute la semaine, chaque C.D.H.R. diffusera. Avec les décisions de renforcer les C.D.H.R., cette formidable vente ne sera pas qu'une flambée, mais permettra de conserver un bond sensible.

Enfin, nous n'avons pas beaucoup participé à la rédaction même du journal. Nous pensons faire le point sur cette erreur scandaleuse et y remédier. L'envoi de ces décisions est déjà un premier pas pour une participation effective à la vie d'H.R.

Que tous les C.D.H.R. passent à l'offensive, et H.R. gagnera ! La meilleure défense de H.R., c'est l'attaque !

En avant, camarades !

Les C.D.H.R., Rennes.

médiates que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie, au contraire c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution puissante, compacte, que le parti de la subversion a pu enfin devenir parti vraiment révolutionnaire ».

(MARX

« Les luttes de classes en FRANCE »).

C'est ainsi que la conscience de classe peut naître. C'est par une bataille déterminée contre un grand exploiteur. Ainsi, les ouvriers ont découvert leur ennemi dans les luttes du mois de MAI 68.

Car ça n'est point par le terrorisme tragi-comique de la G.P. que le progrès révolutionnaire va se frayer la voie ! Ça n'est point l'action exemplaire des « nouveaux partisans » qui menacera la bourgeoisie régnante ; et fera surgir sa colère et sa contre-révolution. La bourgeoisie n'a pas peur des héros isolés. La bourgeoisie aura peur lorsque les masses, organisées en tant que force politique puissante, seront capables d'encercler et de détruire l'ordre de la dictature de l'exploitation. La libération de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière. Non convaincue de cela et du potentiel révolutionnaire des masses, la G.P. n'a rien d'autre que le recours au terrorisme d'une minorité d'intellectuels. La cause du peuple isolée du peuple n'a plus d'autres alliés que les groupes anarchistes.

Pratiquant l'action exemplaire et héroïque, ces néo-anarchistes ne font que plonger les masses dans la passivité des spectateurs. Saper cette idée fondamentale du marxisme : l'organisation de la classe ouvrière en force politique capable de mener la révolution, ces messieurs de la gauche balancent dans la contre-révolution et deviennent un danger pour le mouvement marxiste-léniniste. Dès lors, les combattre politiquement devant les masses est un devoir !

**5) Contre le néo-idéalisme.  
Le matérialisme historique  
est invincible**

Toutes les actions des « Gauches » ont un caractère commun : s'adresser

aux masses de l'extérieur dans des micros et leur demander de briser l'autorité et d'organiser la résistance populaire !

Après cela, ils viennent déclarer tout haut : la bourgeoisie a peur devant l'extension de la révolte populaire.

C'est que les « Gauches » ne savent pas ce qu'il faut encore savoir :

« Il faut encore savoir si les forces historiquement agissantes de toutes les classes, absolument de toutes les classes sans exception, d'une société donnée, sont disposées de façon que la bataille décisive soit parfaitement à point, de façon :

1) que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entre-déchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte qui est au-dessus de leurs moyens ;

2) que tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconstants — la petite-bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie — se soient suffisamment démasqués devant le peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique ;

3) qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre... »

(LENINE, « Le Gauchisme »).

En attendant, en bons matérialistes, on abandonne les phrases creuses, on tente par tous les moyens d'approcher cette étape en combinant travail légal et illégal, travail profond dans les masses et actions promptes.

Si les « gauches » ne savent pas cela, s'ils ne font pas cela, s'ils vivent encore sous l'autorité de leurs conceptions anti-autoritaires, peut-on alors dire que la GAUCHE PROLETARIENNE est marxiste-léniniste, même si elle s'obstine à mettre le portrait de MAO TSE-TOUNG à l'entête de sa « cause sans peuple » ?

HUMANITE ROUGE  
MARSEILLE.  
Décembre 1969.

COURRIER DES LECTEURS

Une lettre du C.D.H.R. de Saint-Maur

St-Maur, le 20 mars 1970

« C'est seulement si les réponses que nous fournissons et fournirons aux problèmes que se posent eux-mêmes les travailleurs, leurs apportent des perspectives claires et positives qu'ils reconnaîtront en nous leurs véritables représentants, l'expression de l'avant-garde la plus sûre, la plus consciente. (Jacques Jurquet).

Le numéro 51 de notre « Humanité Rouge » répondait-il aux questions que se posent les travailleurs, en particulier sur le développement du mouvement révolutionnaire des étudiants, ces derniers temps

Sur ce sujet, l'aspect fondamental à souligner, est la liaison travailleurs-étudiants, et la place de ces derniers dans le front uni, comme l'indique :

1) La ligne exprimée dans la brochure : « Plateforme des marxistes-léninistes en milieu étudiant ».

2) Notre pratique locale qui témoigne de la nécessité de patientes explications pour amener les travailleurs à une juste compréhension et au soutien des luttes étudiantes.

Or, cette propagande est inexistante, ou presque, dans le numéro 51 (Nanterre), au profit d'une propagande confuse et maladroite sur la violence révolutionnaire, coupée de la question de ses objectifs, de son organisation, de sa direction.

Ceci semble refléter une conception erronée de la réalisation du front uni en milieu étudiant, dans la région parisienne (traduite par les articles d'Assas, n° 48, Sciences n° 51).

Cette pratique se résumait comme suit :

— 1<sup>er</sup> temps : combine bureaucratique pour tenir ou participer dans la direction

locale de l'UNEF, sans pour autant en développer la base de masse.

— 2<sup>e</sup> temps : la base de masse n'étant pas venue se ranger spontanément dans la « coquille vide » UNEF ou l'attend sa direction d'avant-garde, celle-ci se déclare en arrière des masses, ce qui justifie le rejet du principe front uni, au profit d'une fuite en avant avec des perspectives aussi « grandioses » que : « Prendre Zam et son garde du corps par la peau des fesses pour les foutre hors de la fac ». Opération délicate et complexe, d'un niveau politique trop élevé pour être réalisée faute d'une « direction clairvoyante » (sic). L'invocation spontanéiste de la violence révolutionnaire des masses fournit le vernis théorique de ces raisonnements.

Pour revenir à l'éditorial, il faut aussi noter l'absence de tout rappel du rôle des révisionnistes modernes et de leurs buts dans l'université, au profit de violentes attaques contre des groupuscules sociaux-démocrates peu connus (et pour cause) de nos lecteurs.

Cet opportunisme vis-à-vis du révisionnisme moderne (tendance de droite) vient s'ajouter à l'opportunisme dangeureusement coutumier à l'égard des anarchistes de tout poils « maoïstes ou non » (tendance de gauche).

Cette attitude est théorisée par la lettre « C.D.H.R. Vincennes » qui revient à ex-liquider froidement toute dénonciation des agissements du groupuscule intitulé « Gauche Proletarienne » nous range aux côtés du révisionnisme. Autrement dit, il nous faut choisir entre deux opportunistes ! Devons-nous, au nom de la lutte contre la tendance principale de droite, ne pas appeler un chat un chat, et la G.P. une bande anarchiste dont les agissements peuvent prendre un aspect objectivement pro-vocateur et fasciste, comme en témoignent

les faits signalés par trois C.D.H.R. de Marseille dans notre journal.

Il est regrettable que le comité de rédaction manque de fermeté sur ce point en réclamant une enquête sur la question. Un rappel de principe réglerait la question (les « activités » et « théories » anarchistes étaient déjà dénoncées par Kail Marx). Nous avons besoin d'enquêtes autrement plus importantes.

En fait, anarchistes et gauchistes sont actuellement l'expression vivante de l'opportunisme de « gauche », l'expression facile de la petite bourgeoisie qui se refuse au travail ingrat, au travail patient, partiel, acharné, au labeur de « fourmis » du militant de base qui ne voit jamais la récompense de son travail partiel tout en étant cependant l'artisan véritable des événements généraux. (Raymond Casas).

A propos du travail patient et acharné, nous devons aussi critiquer un aspect assez important, qui est le manque de continuité du journal, aspect sans doute lié au précédent (manque de fermeté dans l'H.R. sur la défense et l'application de la ligne de l'avant-garde marxiste-léniniste de France).

La politique des monopoles est continue : chaque instant témoigne d'une nouvelle agression contre les conditions de vie des masses et d'un nouveau progrès de la fascisation.

Chaque instant témoigne d'un nouvel assaut du peuple, la classe ouvrière en tête.

Sur ces points, notre journal devrait être un observateur et un agitateur permanent et non en saisir à tour de rôle, selon les numéros, un seul aspect :

— Hausse des prix : notre campagne s'arrête avec la mise en place de la hausse des transports.

— 26 février : la fascisation est limitée aux aspects superficiels que lui donnent les pantins du pouvoir « Ordre Nouveau », « BETAR », etc.

— Passé le 26 février : on lance la campagne de lutte pour la libération de nos camarades emprisonnés.

Que les camarades du comité de rédaction regardent le 18 derniers numéros ; ils verront qu'en dehors de quelques excellents éditoriaux (Jurquet, Juliot), analysant l'actualité dans tous ses aspects, à la lumière de notre ligne, ils ne voient, en général, que l'arbre et pas la forêt.

Or, le travail à la base nécessite que chaque jour, toutes les campagnes lancées soient continuées avec conséquence, qu'elles soient liées entre elles avec justesse, car les monopoles nous attaquent sur tous les fronts. Et, même si le front principal peut varier, ce n'est pas hebdomadairement, comme peut le laisser penser le journal. Cette carence nous oblige, dans la pratique, à rédiger nous-même notre matériel de propagande, avec les dangers d'erreurs que représente le point de vue local.

En espérant que nos critiques sont constructives et vous aideront dans vos tâches, nous vous saluons fraternellement.

C.D.H.R. Saint-Maur.

P.S. : Après la rédaction de ce texte, nous avons reçu le numéro 52. Un pas est fait en direction de la fermeté, sur l'appréciation de la G.P. et la proposition de consacrer des pages hebdomadaires à des sujets fixes (femmes, travailleurs immigrés, etc...) ne peut que favoriser la continuité de la propagande.

A PROPOS DE NASSER

Chers camarades,

Dans le n° 48 de notre journal, est paru un article intitulé « Solidarité avec le peuple égyptien ».

Cet article relève d'un opportunisme et d'une très mauvaise compréhension de la situation au Moyen-Orient.

Il est faux de dire que « depuis plusieurs semaines, le régime nassérien est visé directement par l'impérialisme américain et son représentant ». Car l'impérialisme U.S. n'a jamais visé ce régime nassérien qu'il tient, mais il a toujours visé les masses révolutionnaires égyptiennes. Il veut garantir ses intérêts dans la région mais il se heurte à un obstacle : le peuple égyptien qui s'est aperçu qu'Israël — instrument de l'impérialisme — vise son existence. C'est pour cette raison que les 500.000 manifestants égyptiens criaient : « L'agression sioniste vise notre existence même ».

Ce n'est pas le régime nassérien non plus qui « constitue le plus grand danger contre les intérêts de l'impérialisme U.S. ». C'est le mouvement révolutionnaire arabe et son avant-garde, la révolution palestinienne, qui constituent le plus grand danger tant pour les intérêts U.S. que pour les intérêts sociaux-impérialistes de l'U.R.S.S.

Dire que le régime égyptien montre une « neutralité

bienveillante envers la lutte palestinienne » c'est du pur opportunisme. Avez-vous oublié, camarades, que Nasser a accepté la résolution du 22 novembre de l'O.N.U. ? Pouvez-vous expliquer cette attitude par des termes autres que la volonté de liquidation de la révolution palestinienne ? Avez-vous oublié, camarades, que le président NASSER a déclaré dans une interview au journal « Le Monde » qu'il était prêt à toute éventualité s'il y avait une opposition importante des Palestiniens à son « plan de paix » ?

L'article continue : « L'objectif actuel de l'impérialisme américain est de briser le régime nassérien, régime de bourgeoisie nationale... » Il est aberrant de croire que les marxistes-léninistes soutiennent n'importe quel régime de bourgeoisie nationale. Les marxistes-léninistes soutiennent les régimes de bourgeoisie nationale uniquement dans le cas où cette bourgeoisie lutte contre l'impérialisme.

Il est nécessaire de savoir quelle est l'attitude de notre journal vis-à-vis des régimes de bourgeoisie nationale.

C'est une erreur très grave de laisser se développer dans un journal marxiste-léniniste une ligne opportuniste. Nous tenons à rectifier cette erreur. Pour cela, nous proposons que tous les articles qui

Chers camarades,

Samedi 14 février : La lettre du camarade bidasse (H.R. n° 47), m'a à la fois relevé et rabattu le moral. Relevé, à cause de ce qu'il décrit dans sa caserne ; rabattu, parce que la situation est différente dans la mienne, et que mes mai-

parviennent à H.R. soient signés (par des pseudonymes par exemple). La signature est nécessaire pour pouvoir repérer les éléments opportunistes et faire feu sur leur ligne.

Nous espérons que vous tiendrez compte de cette proposition.

D'autre part, nous vous faisons remarquer que de nombreux articles paraissant dans notre journal n'ont aucun intérêt tant sur le plan théorique que sur le plan pratique et que d'autres articles au contraire très intéressants et nécessaires pour tous les militants (par exemple « La Cause du Peuple ou la Cause sans Peuple ?... ») ne paraissent pas.

MENONS UNE BATAILLE RESOLUE CONTRE L'OPPORTUNISME !

A BAS L'OPPORTUNISME !

C.D.H.R. « La Cayolle »  
Marseille.

Lettre d'un soldat

gres efforts n'y changent pas grand chose.

Le contingent n'est pas une classe sociale, comme en milieu étudiant, on y trouve un peu de tout. Traditionnellement c'est un ensemble apathique du point de vue politique ; mais traditionnellement aussi, c'est un ensemble que l'on néglige complètement. Je crois qu'il y a là, des tâches importantes à remplir : en particulier, travail d'information (dénonciation de la répression, explication du « service civique », de la fonction du service militaire...). Les militants qui partent au service isolément, ne peuvent toucher qu'un petit nombre d'appelés autour d'eux : s'ils prenaient contact, par l'intermédiaire de la Fac, par exemple, avec un militant de leur lieu de casernement, d'une part, leur action pourrait atteindre davantage de soldats (distribution de tracts par les militants extérieurs, en un endroit approprié...), d'autre part, la propagande correspondrait mieux à chaque unité particulière, étant donné les variations de situation suivant les casernes ; enfin, cela protégerait relativement le camarade bidasse, car la répression est beaucoup plus dure à l'intérieur de l'armée qu'à l'extérieur. D'une manière générale, je crois que les actions devraient être plutôt du type front uni.

Le paragraphe de la lettre du camarade bidasse me semble particulièrement juste : on apprend à l'armée à mieux se lier aux masses, on y apprend à être patient, à écouter... et à rentrer ses griffes. Chez beaucoup d'appelés, on trouve à la fois, une absence complète de formation politique et une attitude très bien du point de vue idéologique (militants catholiques, par exemple). Mais je ne suis pas d'accord pour ce qui concerne « la prise de conscience politique, élémentaire, mais certaine » : sans aucun doute, la mentalité reste celle de la « quille », on ne parle plus des événements de Mai, très peu du Vietnam, et les discussions sur le Moyen-Orient ne sont que des profession de foi de racisme anti-arabe ; bien sûr, ceci ne vaut que pour mon unité, il ne faut pas voir midi à son clocher.

L'armée de l'air recherche des appelés volontaires pour le Tchad, et elle en trouvait quelques uns, car ils ne participaient aux opérations (ici, 3 ou 4 départs en un an). Depuis février, on fait signifier aux volontaires pour le Tchad un formulaire suivant lequel, s'engageant à ne jamais se plaindre et à ne pas demander leur rapatriement anticipé : Fort-Lamy a maintenant un statut particulier (et ici, il n'y a pas de postulant depuis cette modification).

# Au Sud-Viet-Nam : Victoires éclatantes des guérilleros

Nous reproduisons ci-dessous, un article du n° 104 de « Clarté », organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique.

Dès 1969, les forces armées et la population du Sud-Vietnam ont activé la guerre de guérilla contre les agresseurs U.S. et les fantoches saïgonnais. Elles l'ont étendue jusque dans les villes et les chefs-lieux provinciaux encore placés sous contrôle ennemi.

Celui-ci s'étant employé à consolider ses positions de défense, les guérilleros ont continuellement amélioré leurs tactiques et leur équipement, tout en adoptant des formes très souples de combat. Ils sont devenus l'ossature de la résistance menée par le peuple tout entier.

I. — Puissantes vagues d'attaques dans différentes régions et incursions en profondeur dans l'arrière pays de l'ennemi.

Hormis des attaques concertées avec les unités des forces régulières de Libération, les guérilleros ont lancé d'eux-mêmes de nombreux assauts bien coordonnés à l'échelon régional, voire interrégional, contre des centaines de positions ennemies dans des dizaines de villes ou de chefs-lieux provinciaux, de secteurs ou de sous-secteurs militaires. Selon des statistiques encore incomplètes, l'année dernière, ils ont, seuls ou en liaison avec d'autres forces, fait déferler au moins 10 vagues d'offensives dans tout le Sud-Vietnam (région de Quang Nam-Quang Ngai en mai, septembre, octobre et novembre, dans les Hauts-Plateaux en juillet et novembre, dans le delta du Mékong en juillet, septembre, novembre et décembre, etc.).

Au cours de leurs attaques concertées du début de l'année 1969, les guérilleros ont frappé la majorité des villes et des chefs-lieux provinciaux du Sud-Vietnam, battu la plupart des troupes américano-fantoches, détruit d'importantes forces vives ainsi qu'un matériel de guerre considérable.

Au cours du second semestre de la même année, les guérilleros ont mis hors d'état de nuire plus de 80.000 soldats U.S., satellites et fantoches.

Rien que dans la partie méridionale du Centre Vietnam et dans le Nam Bo, les pertes ennemies en forces vives et en équipement militaire ont augmenté de 25 à 35 pour cent par rapport à la période correspondante de 1968.

II. — Continuation des offensives dans les centres urbains et aux alentours, assistance à la lutte politique, écrasement du pouvoir fantoche et du programme de « pacification accélérée » de l'ennemi.

Combattant dans de dures conditions (emploi intensifié de sa puissance de feu par l'ennemi), les guérilleros ont eu à surmonter mille difficultés pour maintenir fermement leur position d'offensive et tenir le terrain dans les centres urbains et les alentours, assaillir la plupart des centres nerveux et des centres de commandement U.S.-fantoches (y compris ceux de Saigon, Hué, Da Nang, Da Lat, Qui Nhon). Des aérodromes et des bases fortement défendus, tels Bien Hoa, Da Nang, Nuoc Man, le dépôt complexe de Long Binh, le port militaire de Cam Ranh, n'ont pas échappé aux coups des guérilleros.

S'appuyant sur l'action de ces derniers, des dizaines de milliers de personnes, autour des villes, se sont soulevées, ont détruit maints « hameaux stratégiques » et d'autres camps de concentration déguisés. En 1969, environ 60 pour cent des détenus dans les camps de concentration de Tri-Thien-Huê ont brisé le contrôle ennemi et sont rentrés chez eux.

Les guérilleros ont été très actifs le long des lignes de communication yankees - « saïgonnaises ». Certaines lignes vitales ont été coupées à plusieurs reprises et en des endroits différents, contraignant l'agresseur à stopper ses opérations de « pacification » dans bon nombre de localités. Coordonnant son action avec les guérilleros qui encerclaient des positions américano-fantoches, les populations locales ont mené une lutte politique opiniâtre.

La guerre de guérilla s'est encore manifestée dans l'agitation politique auprès des soldats ennemis. (Agitation qui a contribué à la désintégration de leurs rangs).

III. — Application des multiples formes de combat de la guerre du peuple.

Dès 1969, les guérilleros ont adopté de nombreuses formes d'attaque. L'agresseur a dû parer aux coups portés jusque dans ses plus sûrs repaires.

Des guérilleros ont non seulement attaqué des postes et des fortifications mais encore ont assailli

des positions puissamment défendues par des unités motorisées.

Le nombre croissant des attaques par l'artillerie lourde (qui s'élèvent quelquefois à une vingtaine par jour) témoigne du progrès important accompli par la guerre de guérilla dès 1969. En pratique, aucune position de l'ennemi, aucun de ses centres nerveux n'a été épargné.

La guerre de guérilla a également accusé les faiblesses des troupes U.S., fantoches et satellites, (encercllement, immobilisation, danger permanent d'annihilation). Dans le delta du Mékong, au Nord de la province de Quang Tri, dans les provinces de Quang Nam et Quang Ngai ainsi qu'à Da Nang les guérilleros ont détruit ou nettoyé plusieurs camps retranchés. Même dans les périmètres de défense instables, autour des villes et des chefs-lieux provinciaux, la guerre de guérilla a entraîné une réduction sensible des effectifs de l'ennemi ; elle a menacé constamment les appuis de l'administration degrellienne que sont la police et les agents tortionnaires.



En embuscade.

## INDE : VICTOIRE DES FORCES ARMÉES DE MIZO

Les forces armées de Mizo, luttant actuellement contre l'oppression impitoyable du gouvernement réactionnaire indien et pour la libération nationale, viennent de gagner victorieusement une bataille.

Des journaux indiens rapportent que le 16 février dans la nuit, dans la région de Marpara, sur les hauteurs occidentales de Mizo, les forces armées de Mizo ont attaqué en embuscade les forces de sécurité du gouvernement réactionnaire indien, tuant un commandant et six soldats ennemis.

Il est rapporté que les forces armées de Mizo ont tiré par rafales à la mitrailleuse lorsque les forces de sécurité ennemies s'approchaient du lieu de l'embuscade. L'échange de feu a duré plusieurs heures.

Après cette opération, le gouvernement réactionnaire indien était pris de panique. Dans une note, le gouvernement de l'Etat d'Assam a avoué que les forces armées de Mizo « opéraient » sur les hauteurs de Mizo et que ce district se trouvait dans un état « dangereux et troublant ». Le gouverneur de cet état a une fois encore qualifié de « région d'insécurité » ce district et a clamé que les forces armées seraient jetées à la répression.

Après l'insurrection armée de la population de Mizo en février 1966, le gouvernement réactionnaire indien a déclaré immédiatement « région d'insécurité » les hauteurs de Mizo. En plus de l'envoi continu de troupes et de police vers ce district pour réprimer cruellement les forces armées de Mizo, le gouvernement réactionnaire indien a forcé quelque 100.000 habitants de la région à s'installer dans des « villages protégés » qui, en fait, sont des camps de concentration, afin d'étouffer, par ces mesures fascistes, la lutte révolutionnaire de la population de Mizo pour la libération nationale. Cependant, ces mesures ne font que soulever une plus violente résistance de la population de Mizo qui, depuis ces 4 dernières années, a courageusement persisté dans la lutte armée et ne cesse d'attaquer l'ennemi, portant des coups sévères à la domination criminelle du gouvernement réactionnaire indien.

D'après l'agence Hsinhua.

## THAÏLANDE : NOUVELLES VICTOIRES DE L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION

La « voix du Peuple Thaïlandais » a chaleureusement acclamé, hier, les nouvelles victoires remportées récemment dans la lutte armée patriotique par le peuple thaïlandais, sous la direction du parti communiste de Thaïlande.

En Thaïlande du Nord, les flammes de la lutte armée populaire, dans la province de Tak, se sont rapidement étendues du district de Maesod au district d'Umphang et à celui sous l'administration directe des autorités provinciales. Du 12 au 22 février, les forces armées patriotiques de la province ont décliné des attaques successives contre l'ennemi et ont remporté de brillantes victoires. La clique Thanom a admis qu'il y a plus de 20 policiers tués ou blessés. En janvier, les forces armées patriotiques et la population de la province de Chiang Rai ont éliminé 15 ennemis et détruit deux véhicules militaires ennemis dans les districts de Terng et de Chiang-Khong. De la fin janvier à la mi-février, les forces armées patriotiques et la population de divers districts de la province de Nan ont également lancé une série d'attaques. Dans le seul district de Bua, elles ont lancé plus de 20 attaques. Elles sont également très actives dans les provinces de Petchabun et de Phisanulok. Elles ont lancé nombre d'attaques sur les postes militaires et de police de l'ennemi, posé des mines et monté des embuscades.

Dans le Nord-Est du pays, les forces armées patriotiques et la population ont, depuis le début de février, lancé plusieurs attaques dans les vastes régions des districts de Nakae, de Thatpanom, de Kamchae, de Mukdaharn et de Lontan, province de Nakorn Phanom. Le 17 février, elles ont attaqué la police de la clique U.S.-Thanom, dans le district de Lontan, tuant ou blessant 5 hommes. Dans les provinces de Sakol Nakorn, de Buriram, d'Udon Thani et d'Ubol, l'Armée Populaire de Libération et la population ont lancé des attaques continues sur l'ennemi. Les Forces Armées Patriotiques et la population de différentes provinces dans le Nord-Est du pays ont, en outre, fait une large propagande parmi les masses, les ont mobilisées, organisées et armées.

Dans le Sud de la Thaïlande, du début de février au début de mars, l'Armée Populaire de Libération et la population de la province de Phatalung, ont mis hors de combat 10 ennemis et capturé des armes et d'autre matériel de guerre dans leurs attaques contre les postes de police et dans leurs embuscades tendues à l'ennemi. Dans le district sous l'administration directe de la province de Phatalung, les Forces Armées Patriotiques et la population ont exécuté un chef réactionnaire de village et un agent de l'ennemi. Dans le district de Chawang, province de Nakorn Srithamarat, l'Armée Patriotique et la population ont tendu plusieurs embuscades à l'ennemi, ont attaqué ses postes et lui ont infligé de lourdes pertes.

Entre le 25 et 28 février, les Forces Armées Patriotiques de la région frontalière de Thaïlande-Malaisie ont, dans leur héroïque contre-attaque pour briser l'« encerclement » militaire de la clique Thanom, éliminé 23 ennemis et endommagé un hélicoptère.

Les Forces Armées Patriotiques de la partie centrale du pays ont fait la propagande à la campagne parmi les masses, les ont mobilisées et organisées.

Pour élargir les régions de guérilla, les Forces Armées Patriotiques et la population ont ouvert une nouvelle zone d'opération dans la province de Kamphengpetch, Nord de la Thaïlande, et ont gagné, le 12 février, le premier combat, en éliminant 4 ennemis.

La radio a souligné : « Les brillantes victoires sans cesse remportées par l'Armée Populaire de Libération et le peuple, dans diverses parties du pays, ont aidé le peuple à voir plus clairement la nature du tigre de papier de la clique U.S.-Thanom et ont renforcé leur conviction que la voie de la lutte armée, sous la direction du parti communiste de Thaïlande est la seule voie conduisant à la libération du pays et du peuple. L'armée et le peuple sont déterminés à suivre de près le parti communiste de Thaïlande et à mener la guerre populaire jusqu'à la fin. Ils sont déterminés à lutter pour la libération de la Thaïlande ».

D'après l'agence de presse HSINHUA).